



Problèmes sociaux

Deuxième année

Amani Mohamed Zaki ABD EL-RAHIM

Faculté des Lettres

Université du sud de la Vallée

Département de Français

2023

Problèmes sociaux

Deuxième année

Amani Mohamed Zaki ABD EL-RAHIM

Faculté des Lettres

Université du sud de la Vallée

Département de Français

2023

Table des matières

La surpopulation :

Le chômage:

La corruption :

La pauvreté :

Introduction:

Les problèmes que connaît aujourd'hui l'Égypte

Problèmes économiques et sociaux

La pauvreté :

Environ 30 millions d'Égyptiennes et Égyptiens vivent sous le seuil de pauvreté.

En Egypte, le taux de pauvreté a atteint 32,5 % des quelque 100 millions d'habitants en 2017-2018, contre 27,8 % en 2015, selon les chiffres de l'agence égyptienne des statistiques.

Face à la crise, en juillet dernier, le président Abdel Fattah al-Sissi, qui tient le pays d'une main de fer depuis 2014, a lancé une initiative contre la pauvreté intitulée "Vie décente" 2019.

La surpopulation :

L'Égypte est le pays le plus peuplé du monde arabe, La population égyptienne a atteint les 100 millions d'habitants.

L'Égypte, pays le plus peuplé du monde arabe, compte désormais 100 millions d'habitants. Une croissance démographique incontrôlable dans une économie fragile : les autorités y voient une menace pour la stabilité du pays.

La corruption :

la corruption est plus élevée dans les pays à faible revenu.
Les causes de la corruption.

L'Égypte soutient la numérisation pour lutter contre la corruption.

L'Égypte soutient l'amélioration des conditions de vie et la numérisation comme moyen de lutter contre la corruption, qui représente l'un des obstacles au développement durable et à l'amélioration de la qualité de vie.

La surpopulation

L'Égypte fait aujourd'hui face à un défi démographique dont les implications écologiques et économiques sont graves, sans parler de leurs répercussions sociales et politiques évidentes. Sa population, lorsque Bonaparte débarqua à Alexandrie le 1er juillet 1798 n'excédait pas 3 millions d'habitants. Cent ans plus tard, elle était passée à 10 millions et à la veille de l'arrivée de Nasser au pouvoir en 1950 elle atteignait 21 millions.

Aujourd'hui, en 2010, l'Égypte compte plus de 80 millions d'habitants , sans compter les expatriés. Si un taux de croissance annuel de 2,3 % entre 1950 à 2010 n'a rien d'exceptionnel en soi dans la région – Israël, la Syrie, la bande de Gaza et surtout la Jordanie ont « fait mieux » –, l'Égypte était dès les années 50 voire depuis la Première Guerre mondiale perçue comme surpeuplée. Or, aujourd'hui encore c'est le seul pays d'Afrique du Nord auquel certaines projections démographiques prêtent le pouvoir de doubler sa population dans les 50 ans à venir , dans un environnement où les ressources en eau et le potentiel de développement agricole sont fortement contraints. Ceci en dépit du fait, comme le montrait Y. Courbage l'année de la Conférence du Caire sur la Population et le Développement , que les gouvernements égyptiens successifs depuis Nasser ont constamment fait preuve – au moins dans leurs dires – de volontarisme quant à la politique démographique. Or, le principal instrument de cette politique, le contrôle de la fécondité, a été très peu affecté.

La politique nationale de population sous l'égide du président Moubarak prévoit d'abaisser la fécondité de 3 enfants par femme en 2008 à 2,1 enfants d'ici à 2017. Dans l'hypothèse – peu probable à nos yeux – où cela resterait envisageable, il faudrait malgré tout compter pour les décennies à venir sur une forte croissance en raison de l'effet de l'inertie démographique (traduction de la croissance démographique passée et présente qui engendrera inévitablement une forte concentration d'Égyptiens en âge de procréer).

L'une de ses conséquences sera une augmentation irrésistible de la force de travail. Cette « masse à salarier » devra, comme elle a commencé à le faire, se diriger vers d'autres secteurs d'occupation que l'agriculture, tels que l'industrie et les services, pour lesquels l'éducation de la population jouera un rôle-clé. L'Égypte est en ce début de siècle le pays dont la population en âge de travailler est la plus instruite de la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, au moins en termes quantitatifs.

Toutefois, la composition éducative de la population souffre de nombreux déséquilibres, dus au fait que l'expansion de l'instruction n'est pas allée de bas en haut, mais s'est d'abord effectuée aux niveaux supérieurs du secondaire et du troisième degré avant de se diffuser vers l'éducation de base. En 2006, le recensement dévoilait une société égyptienne écartelée avec d'un côté 30 % d'analphabètes et 12 % sachant lire et écrire sans avoir complété les 6 ans d'éducation primaire et, d'un autre côté, 38 % ayant une éducation supérieure (secondaire ou tertiaire). Par ailleurs, l'éducation des femmes, l'un des chaînons

manquants pour une augmentation de la productivité du travail, demeure lacunaire : En 2006, 42 % de la population féminine de plus de 15 ans était analphabète⁽¹⁾.

Autre problème majeur de l'éducation : la plupart des diplômés proviennent des sciences humaines et sociales, littérature, droit, religion etc. puisqu'ils représentent plus de 70 % de tous les étudiants à l'université . Bien que l'Égypte semble avoir un avantage concurrentiel pour ses exportations, elle ne semble pas réaliser son plein potentiel, en partie parce qu'elle ne peut compter sur une main-d'œuvre qualifiée, comme le montre l'indice de compétitivité mondiale où l'Égypte arrive loin derrière d'autres pays de la région comme la Tunisie . Le gaspillage de ressources humaines y est donc effarant.

De fait, les taux de chômage sont particulièrement élevés chez les diplômés de l'enseignement supérieur depuis le début des années 1990 , tout particulièrement parmi les nouveaux entrants sur le marché du travail . De plus, la participation des femmes à l'économie et l'emploi des diplômées restent faibles. La situation découle d'un cercle vicieux : les niveaux de scolarité de la population sont trop faibles pour guider l'Égypte sur la voie du développement et empêchent par là même ceux qui sont instruits de trouver l'emploi nécessaire. Nous montrerons les caractéristiques démographiques et éducatives à l'aube du 21e siècle et à l'aide de projections, nous étudierons les futurs potentiels de ce pays.

(1) https://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/9180/1/COME_075_0033.pdf.

Les tendances démographiques et leurs corollaires

Nous analysons dans cette section les principales tendances démographiques en termes de population, de fécondité et d'éducation. Dans la mesure du possible, notre analyse portera sur les quatre principales régions – Gouvernorats urbains, Basse-Egypte, Haute-Egypte, et Gouvernorats frontaliers – dont le développement démographique différencié fait partie des défis que l'Egypte devra relever. Sans même tenir compte des quelque 6 millions d'émigrés, la population de l'Egypte représente un quart de la population du monde arabe.

La majeure partie du pays est inhabitée, 95 % de la population étant regroupée sur 5,5 % de la surface, dans le delta et la vallée du Nil, sur les zones côtières et dans les gouvernorats du nord. L'Egypte est un pays à forte croissance démographique puisque la population a plus que triplé entre 1950 et 2010. Aujourd'hui, le taux de croissance de la population demeure très élevé – 1,8 à 2,6% annuellement selon les estimations – et manifeste peu de tendances à la baisse. À l'heure actuelle, la plupart de l'augmentation provient des gouvernorats ruraux de Basse et Haute-Egypte, ainsi que des gouvernorats frontaliers. Signalons enfin que les zones rurales en Egypte sont parmi les plus densément peuplées au monde .

Tableau 1. Population totale et répartition de la population par région, et taux moyen de croissance annuelle intercensale, 1976-2006. Source : Recensements de la population

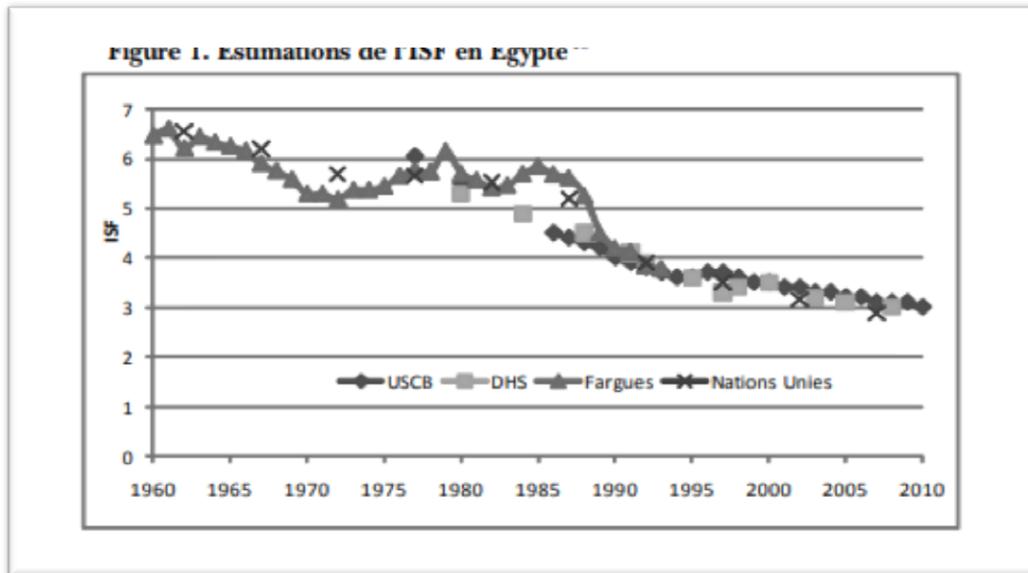
Pays/Régions	Population totale (millions), proportion de la population par régions (%) et croissance démographique annuelle intercensale (%)						
	1976	Croissance annuelle 1976-86	1986	Croissance annuelle 1986-96	1996	Croissance annuelle 1996-06	2006
Population totale	36,8	2,7 %	48,3 s	2,1 %	59,3	2,0 %	72,8
Gouv. urbains	21,3 %	2,1 %	20,2 %	1,3 %	18,6 %	1,6 %	18,0 %
Basse-Egypte	43,1 %	2,8 %	43,2 %	2,2 %	43,5 %	1,9 %	43,0 %
Haute-Egypte	34,5 %	3,0 %	35,4 %	2,4 %	36,5 %	2,4 %	37,2 %
Gouv. frontaliers	1,1 %	3,2 %	1,2 %	3,8 %	1,4 %	4,6 %	1,8 %

En 2006, près de 18 % de la population égyptienne vivait dans les gouvernorats urbains comprenant Le Caire, Alexandrie, Port-Saïd, et Suez. Le Caire abritait 11 % de la population totale avec une densité dépassant les trente mille habitants au km². Le Grand Caire (Le Caire, Giza, Qalyubiya) et Alexandrie représentaient plus de 50 % de la population urbaine. Les quatre derniers recensements montrent que la région de la Basse-Egypte est légèrement plus peuplée que la Haute Egypte (43 % contre environ 37 % en 2006) mais cette dernière de par sa croissance démographique élevée s'en rapproche indubitablement. La région frontalière peu peuplée (1 % de l'ensemble) subit également une forte croissance démographique.

Une fécondité qui baisse mais qui demeure élevée

La fécondité a suivi une courbe très atypique marquée par des accélérations et des ralentissements difficilement explicables . En fait, il y a eu deux phases principales dans le déclin de la fécondité (voir Figure 1). La baisse a été très rapide sous Nasser entre 1965 et 1970 – on est passé d'un peu plus de 6 enfants par femme à 5 enfants par femme sur un pas de temps très court –, avant de ralentir et même de s'inverser par la suite. Puis de nouveau, l'indice synthétique de fécondité (ISF) a diminué en passant de 5,9 enfants par femme (1985) à 3,3 (1995-1997), la conséquence de changements structurels au sein de la société tels que l'augmentation du niveau d'éducation des femmes, mais aussi de la détérioration de la situation économique globale .

Entre 1995 et 2008, la baisse s'est ralentie, et deux enquêtes DHS ont même indiqué une augmentation de l'ISF entre 1998 et 2000, largement discutée dans la littérature et montrant que la stagnation s'est principalement produite parmi les femmes de statut moyen ou élevé (éducation, revenu), alors que la fécondité des femmes à faible statut a continué de diminuer, principalement grâce au retard de l'âge au premier mariage.



Les dernières enquêtes DHS (2003, 2005 et 2008) montrent aussi un rythme plus lent de baisse. L'ISF en 2008 dépasse 3 enfants par femme, ce qui est beaucoup, même à l'aune des pays arabes notamment ceux du Maghreb où la fécondité oscille selon le pays entre 2 et 2,3 enfants. Au plan régional, (tableau 2) la fécondité a reculé en Haute-Égypte, région où elle demeure toutefois la plus élevée, surtout en zone rurale, où l'ISF est passé de 6,2 en 1980 à 3,6 en 2008. Dans d'autres régions, le déclin de l'ISF a marqué une pause entre 1995 et 2000, puis entre 2005 et 2008, comme observé au plan national, particulièrement au niveau des gouvernorats urbains.

Tableau 2. ISF en Egypte, selon la région et le lieu de résidence, 1988-2008.
Sources : DHS

Pays/Régions/Lieu de résidence	ISF					
	1988	1992	1995	2000	2005	2008
Egypte	4,4	3,9	3,6	3,5	3,1	3,0
Gouv. urbains	3,0	2,7	2,8	2,9	2,5	2,6
Basse Egypte	4,5	3,7	3,2	3,2	2,9	2,9
Urbain	3,8	2,8	2,7	3,1	2,7	2,6
Rurale	4,7	4,1	3,5	3,3	3,0	3,0
Haute Egypte	5,4	5,2	4,7	4,2	3,7	3,4
Urbaine	4,2	3,6	3,8	3,4	3,1	3,0
Rurale	6,2	6,0	5,2	4,7	3,9	3,6
Gouv. frontaliers	-	-	-	3,8	3,3	3,3

L'éducation est avec le lieu de résidence la caractéristique qui différencie le plus la fécondité . Le tableau 3 montre la fécondité par niveaux d'éducation à travers les enquêtes couvrant la période 1988-2008. Il révèle qu'effectivement, conformément au paradigme de la transition démographique, les femmes les plus instruites mettent moins d'enfants au monde. Il révèle aussi que l'écart de fécondité par niveau d'instruction a diminué rapidement avec l'augmentation de celui-ci, cette convergence étant aussi conforme à la théorie.

Toutefois celle-ci est sérieusement remise en cause par le niveau actuel de fécondité où s'opère la convergence, c'est-à-dire à trois enfants par femme, soit à près de 50% de plus que le taux de remplacement de 2,1 enfants. Plus étonnant encore, la fécondité des femmes ayant une instruction secondaire et supérieure, normalement les pionnières d'un ralentissement de la fécondité, a été plus ou moins constante au cours des 20 dernières années, oscillant autour de trois enfants. Le Cairo Demographic Centre montre que la préférence pour des descendants

mâles et la pression communautaire sont les principales raisons invoquées par les femmes instruites pour justifier leur désir d'avoir trois enfants. Nous y ajouterons deux facteurs d'ordre structurel : d'une part, les taux de chômage élevés (40% en 2009) des femmes avec une instruction au-delà du secondaire accroissent leur disponibilité ; d'autre part, les emplois offerts aux femmes dans la fonction publique sont destinés le plus souvent à des femmes instruites tandis que la souplesse et la garantie des statuts leur permet d'assumer une fécondité élevée⁽²⁾.

Tableau 3. La fécondité par niveau d'instruction, 1988-2008.

Source : Plusieurs DHS

Niveau d'instruction	ISF					
	1988	1992	1995	2000	2005	2008
Sans instruction	5,4	5,0	4,6	4,1	3,8	3,4
Primaire incomplet	4,8	4,0	3,7	3,8	3,4	3,2
Primaire complet/ Secondaire incomplet	3,6	3,0	3,1	3,4	2,9	3,0
Secondaire complet/Supérieur	3,2	2,9	3,0	3,2	3,0	3,0
Total	4,4	3,9	3,6	3,5	3,1	3,0

(2) https://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/9180/1/COME_075_0033.pdf

Des inégalités éducatives qui régressent

Bien que l'éducation soit érigée en priorité absolue, les résultats sont décevants. L'analphabétisme est encore répandu, dépréciant les niveaux d'instruction de la population active. Comme le tableau 4 le montre, il y a bien une bipolarisation croissante de la population entre deux grands groupes d'instruction, celui des personnes qui n'ont reçu peu ou aucune éducation, et celui des personnes qui ont reçu un enseignement secondaire et supérieur.

En 2006, 30 % des Egyptiens étaient donc analphabètes quand 38 % avaient une éducation supérieure. Certes, le taux d'analphabétisme a diminué puisqu'il est passé de 71 % en 1960 à 30 % en 2006. Mais en raison de la croissance démographique, le nombre d'analphabètes a augmenté en valeur absolue au cours des 30 dernières années et l'on comptait en 2006 près de 17 millions d'analphabètes, principalement en zone rurale, tandis que du point de vue régional, c'est en Haute-Egypte que l'analphabétisme sévit le plus.

Tableau 4. Niveaux d'instruction de la population âgée de 10 ans et plus, 1960-2006¹⁹

	Analphabète			Sait lire et écrire			Intermédiaire et moins			Secondaire et plus		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
1960	58	85	71	32	12	22	2	1	2	8	3	5
1976	43	73	57	29	13	21	17	9	13	12	5	9
1986	38	63	50	24	15	20	17	12	14	21	11	16
1996	29	50	39	23	15	19	20	16	18	29	20	24
2006	22	37	30	13	11	12	21	18	19	42	32	38

L'évolution par sexe, au cours des 30 dernières années, montre que le taux d'analphabétisme des femmes de plus de 10 ans a décru de 73 % à 37 % de 1976 à 2006 et celui des hommes de 43 à 22 %. Toutefois, même si des progrès ont été accomplis, force est de constater que l'écart entre sexes n'a guère changé. Les femmes, surtout, affrontent donc encore un obstacle à leur entrée dans l'enseignement primaire, même si celui-ci est obligatoire, comme le montre le fait que plus d'un cinquième des jeunes filles de 15 à 19 ans étaient analphabètes en 2006.

Néanmoins, la majorité de ceux qui sont entrés à l'école atteindront l'enseignement secondaire ou supérieur. L'accroissement des niveaux de scolarité au fil du temps est visible dans les cohortes d'âge. Du fait de l'amélioration de l'instruction des femmes, l'écart entre sexes a diminué pour les cohortes les plus jeunes, surtout chez les moins de 35 ans. En mettant de côté les personnes sans instruction, la différence de niveau de scolarité entre les cohortes de femmes et d'hommes âgées de 20 à 24 ans était négligeable en 2006⁽³⁾.

(3) https://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/9180/1/COME_075_0033.pdf

Le chômage

plaie des jeunes égyptiens diplômés Au fil des recensements, le taux d'activité de la population de plus de 15 ans a augmenté de 36 % en 1976 à 44% en 2006. Si l'activité féminine a particulièrement progressé, en passant de 6,6 % en 1976 à 16 % en 2006, elle n'en reste pas moins marginale. Le chômage est un problème récurrent. Si le taux de chômage de 8,9 % en 2009 semble relativement modéré, parce que le sous-emploi n'est pas compris, il est particulièrement aigu pour les jeunes (18-29 ans) et pour ceux qui ont un niveau d'instruction secondaire ou supérieur.

Le taux de chômage des 18-29 ans est estimé à 12 % pour les hommes et 33 % pour les femmes. Il est élevé chez les jeunes hommes et femmes détenteurs d'un diplôme postsecondaire avec respectivement 50% et 80 % 20. Ce taux de chômage élevé qui constitue à la fois un symptôme du sous-développement et un frein au développement, s'explique par trois facteurs. La première raison et la principale tient au fait que la croissance démographique a été supérieure à la croissance dans les secteurs à fort potentiel d'emploi, tels que le bâtiment, l'industrie, les services et le tourisme. D'autre part, le ralentissement de l'emploi public pèse sur l'emploi, bien que le gouvernement demeure un employeur important (26 % de tous les emplois en 2008).

Enfin, l'émigration vers les pays producteurs de pétrole s'est ralentie depuis que de nombreux émigrants sont rentrés dans les années 1990 après la première guerre en Irak, ce qui n'a pas été sans conséquence sur l'emploi mais aussi sur les envois de fonds que les travailleurs migrants rapatrient au pays. A ce sujet, il faut quand même signaler que l'Egypte reste malgré tout le premier pays du monde arabe en matière de transferts de fonds de ses ressortissants vivant à l'étranger, évalués à 9,5 milliards de dollars en 2008, soit 6 % du produit intérieur brut⁽⁴⁾.

(4) Anne Goujon, Huda Alkitkat « Population et capital humain en Egypte à l'horizon 2050 », Confluences Méditerranée 2010/4 (N°75), p. 33-47.
https://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/9180/1/COME_075_0033.pdf

Croissance de la population en Égypte

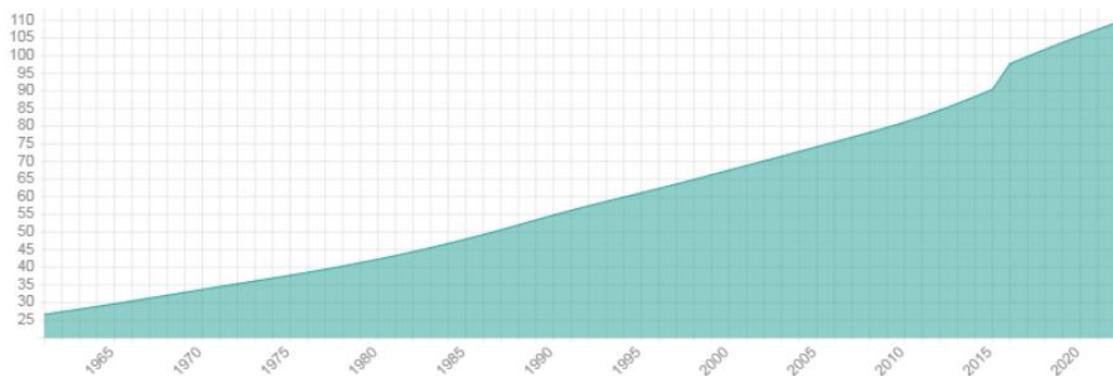
Entre 1960 et 2021, le nombre d'habitants en Égypte est passé de 26,63 millions à 109,26 millions, soit une augmentation de 310,3% en 61 ans. Égypte a connu la plus forte augmentation en 2015 avec 8,07%. L'augmentation la plus faible en 2021 avec 1,67%. Au cours de la même période, la population totale de tous les pays du monde a augmenté de 160,2%.

L'âge moyen en Égypte a baissé de 0,83 ans entre 2012 et 2021 von , passant de 24,93 à 24,10 ans (valeur médiane).

Environ 43% des habitants vivent dans les grandes villes du pays. Cette tendance croissante à l'urbanisation augmente de 1,8% par an.

Evolution de la population en Égypte depuis 1960

(Données en millions d'habitants)



Doublement de la population en seulement 40 ans

Pyramide des âges Égypte Avec 109,26 millions d'habitants, l'Égypte est le pays le plus peuplé du monde arabe. Depuis des décennies, la population augmente chaque année d'environ 2%, voire plus. Seules les années de 1994 à 2010, sous le règne de Hosni Moubarak, et l'année 2017 ont été en dessous de la barre des 2 %. En comparaison internationale, cette croissance est nettement supérieure à la moyenne. En l'espace de 40 ans seulement, la population a doublé.

Le gouvernement égyptien voit notamment dans la persistance d'un taux de natalité élevé un problème économique massif. A l'instar de la Chine, mais sans les représailles qui y sont pratiquées, l'Égypte tente depuis des années de mettre en œuvre une "politique des deux enfants". Après le changement de millénaire, cette stratégie a d'abord été couronnée de succès et le taux de natalité (nombre d'enfants par femme) est tombé à 2,5.

La croissance démographique

L'Égypte, pays le plus peuplé du monde arabe et de la Méditerranée, comptait 100 millions d'habitants en février 2020 et devrait atteindre environ 121 millions en 2030 si le même niveau de fécondité se maintient. La nouvelle politique de planning familial vise la réduction du taux de fécondité à deux enfants par femme, mais se heurte à l'idéal des familles : plutôt trois enfants que deux.



On parle d'énergie renouvelable, d'économie verte et de développement durable. Mais tout cela ne peut avoir de sens, si à chaque seconde, nous peuplons en surnombre le pays. La croissance démographique ne cesse d'être en Egypte cette bombe à retardement qu'il faut nécessairement désamorcer.

Mis à l'ordre du jour, l'Etat entreprend maintes démarches pour faire face à la surpopulation et pouvoir résoudre impérieusement ce problème épineux qui risque de dévorer tous les efforts de croissance et de développement menés par le pays.

Un récent rapport estime que le nombre de la population égyptienne en 1880, était de 5,2 millions de personnes. Un chiffre qui va crescendo au fil des années pour dépasser, à présent, les 102 millions d'âmes. La hausse du taux de natalité – due à l'amélioration de la situation sanitaire, du mariage précoce, du non-recours aux contraceptifs et des coutumes héritées – laisse prévoir une population égyptienne de près de 132 millions de personnes en 2030.

Les conséquences de la surpopulation peuvent donc se résumer dans la hausse de la consommation des individus, l'augmentation des dépenses publiques, la réduction des fonds alloués aux services, la propagation du chômage, la baisse des salaires et la détérioration des services publics.

La dangerosité de la surpopulation repose sur le fait que ce problème ne se limite pas uniquement aux individus, mais provoque aussi des déséquilibres dans le système communautaire de l'Etat, ce qui peut dégénérer en une hausse des taux de criminalité à cause des besoins non-satisfaits de la population.

Tant de secteurs ont souffert en Egypte à cause des problèmes liés à la surpopulation, comme ceux de la santé, de l'éducation, des transports, du logement et de la protection sociale. Cette explosion démographique a, de même, mené à une baisse de la qualité de vie de la famille et a

entraîné l'émergence de certains phénomènes comme le travail des enfants, les querelles et litiges familiaux.

Il existe de nombreux risques liés à la croissance démographique en Egypte, pour les individus, les familles et les groupes, en particulier les groupes les plus productifs et défavorisés, et les moins capables de répondre aux exigences de cette augmentation continue du nombre de grossesses et de procréations. Des risques en découlent, tels que la difficulté d'accéder facilement aux services nécessaires et le manque de revenus appropriés, et ainsi s'installe le cercle vicieux de la pauvreté et de la privation.

La surpopulation est aussi liée aux problèmes écologiques comme la pollution dans ses diverses formes.

La population de l'Egypte atteint les 100 millions



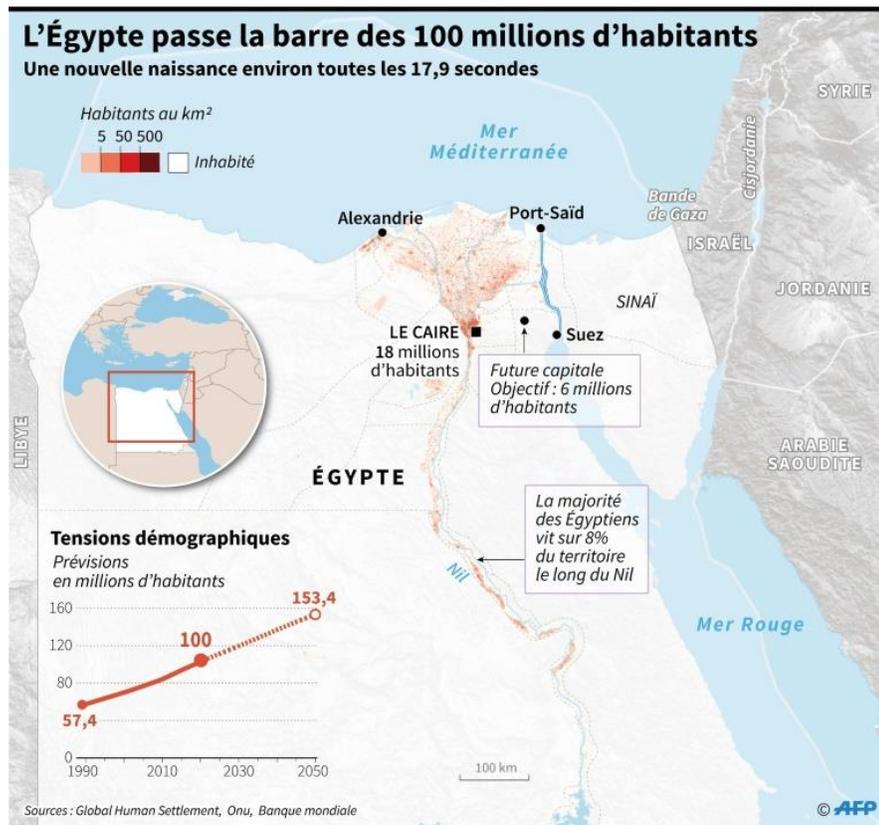
Ecran affichant la hausse de la population égyptienne, au ministère de la Planification au Caire, le 11 février 2020

La population égyptienne a atteint les 100 millions d'habitants, maintenant l'Egypte au rang de pays arabe le plus peuplé et troisième en Afrique derrière l'Ethiopie et le Nigeria, ont annoncé mardi les autorités.

Le compteur électronique installé sur le bâtiment abritant l'agence égyptienne pour les statistiques (CAPMAS) est passé de huit à neuf chiffres, a constaté l'AFP.

"L'an dernier a été l'une des années les plus rapides à atteindre un million (de naissances)", a déclaré le général Khairat Barakat, patron du CAPMAS, assurant que ce cap avait été franchi en 216 jours en 2019.

L'Égypte est le 14ème pays le plus peuplé au monde.



Carte d'Égypte indiquant la répartition de la population égyptienne qui a dépassé la barre des 100 millions d'habitants (AFP - Dario INGIUSTO)

Le taux de natalité dans le pays a explosé ces trente dernières années, avec une moyenne de 1,5 millions de naissances par an. Les Égyptiens étaient 57 millions il y a trente ans.

La surpopulation a constitué ces dernières années un défi majeur pour les autorités, dont les timides politiques de limitation des naissances n'ont pas porté leurs fruits.

"A part le problème physique de la densité de population, les problèmes sociaux se sont aggravés", explique à l'AFP Heba El Laithy, professeur d'économie à l'Université du Caire.

"Les pauvres ont tendance à faire plus d'enfants à cause de l'idée selon laquelle ils s'en sortiront économiquement sur le long terme", explique-t-elle, ajoutant que les enfants sont vus comme de futures sources de revenus pour aider leurs parents.

Le président Abdel Fattah al-Sissi avait déclaré en 2017 que le terrorisme et la surpopulation représentaient les deux principales menaces pour l'Egypte, selon son gouvernement.



Quartier de l'al-Atba au Caire, le 11 février 2020

Le dernier recensement, qui a aussi eu lieu en 2017, avait dénombré 95 millions d'habitants, un chiffre qui n'inclut pas les Egyptiens vivant à l'étranger.

Vendredi, lors d'une réunion du cabinet, le Premier ministre Mostafa Madbouly a de nouveau exprimé cette inquiétude: "la croissance de la population est le défi le plus grand de l'Etat (...) et cela affecte la sécurité nationale".

Comme dans la plupart des pays arabes, la population égyptienne est jeune, avec 60% de citoyens âgés de moins de 30 ans.

Le projet de la Famille Égyptienne

Opportunité historique pour endiguer le boom démographique



L'Égypte fait face à une opportunité historique pour résoudre le problème de surpopulation dont elle souffre depuis des décennies. Et ce, à travers le projet national de développement de la Famille égyptienne, qui a été lancé par le gouvernement et lui a fourni tous les facteurs de réussite.

Le Président Abdel Fattah Al-Sissi a récemment donné le coup d'envoi du projet national de développement de la Famille égyptienne, qui comprend plusieurs axes pour gérer le boom démographique, considéré par le gouvernement comme une question de sécurité nationale. L'Égypte vise ainsi à réduire le taux de fécondité, améliorer les caractéristiques démographiques et promouvoir la qualité de vie des citoyens.

Le Chef de l'Etat a précisé que l'objectif de ce projet est de développer l'Etat égyptien, étant donné que le développement de la famille mène à la satisfaction des citoyens, ce qui contribue au développement du pays.

À cet égard, l'expert en population Dr Amr Hassan a déclaré que « le lancement du projet national de développement de la Famille égyptienne est une occasion historique pour clore le dossier d'augmentation de la population, que l'Égypte a ouvert depuis 1965 à l'époque du défunt Président Gamal Abdel Nasser, lors de la création du Conseil supérieur de la planification familiale.»

Dr Hassan, ancien rapporteur du Conseil national de la population, a ajouté : « Nous sommes maintenant en 2022, ce qui signifie que ce dossier est ouvert depuis 57 ans, et il y a des pays qui ont commencé avec nous et ont clos ce dossier il y a 15 ans, ce qui signifie que l'Égypte est en retard, mais l'État dispose d'une ferme volonté de faire réussir ce dossier.

Le projet national de développement de la Famille égyptienne est un projet de développement global. Il comprend cinq axes, à savoir : l'axe d'autonomisation économique, l'axe d'intervention de service, l'axe d'intervention culturelle, de sensibilisation et d'éducation, l'axe de transformation numérique, en plus de l'axe d'intervention législative.

Il est à noter que le gouvernement cible ainsi l'amélioration des caractéristiques de la population et ne se contente pas de freiner la croissance démographique...

La Vision 2030 de l'Égypte est une version nationale des ODD de l'ONU... L'Égypte a déjà dépensé 400 milliards de dollars pour l'amélioration de la qualité de vie depuis 2014.

Deux enfants, c'est assez !

L'Égypte, pays le plus peuplé du monde arabe, compte désormais 102 millions d'habitants.

Aujourd'hui, un enfant naît toutes les 18 secondes. Et chaque année la population augmente de quasiment 2 millions d'habitants.

A cet effet, le Premier ministre s'est exprimé en ces termes : "La croissance de la population est le plus grand défi de l'Etat (...), elle affecte la sécurité nationale".

L'Égypte aimerait parvenir en 2030 à 2,4 enfants par famille.

Les initiatives de « Planning Familial »



Le blanc manteau...pour le contrôle de naissance!», c'est le slogan du programme lancé par un certain nombre de gynécologues et d'obstétriciens pour faire face à l'explosion démographique considérée comme le principal frein au développement.

Les chiffres bruts ont de quoi impressionner. Le nombre de naissances d'octobre 2020 à juillet 2021, a atteint le million, avec un taux d'un enfant toutes les 24 secondes.

En coopération avec la Fédération internationale des associations d'étudiants de médecine en Égypte (IFMSA) et le Youth Peer Network « Ypeer Egypt », l'initiative consiste, en fait, à l'organisation des convois médicaux.

Ceux-ci sont chargés de sensibiliser les femmes quant aux moyens du contrôle des naissances.

Les convois se rendant dans les endroits les plus peuplés du pays », selon Dr Amr Hassan, professeur adjoint de gynécologie et d'infertilité à Qasr Al-Aïni et ancien rapporteur du Conseil national de la population.

Le programme sera transmis en deux axes: le premier par le biais des réseaux sociaux, « on publie, en permanence, des conseils.... On examine les problèmes de reproduction tout en répondant aux questions relatives à la santé reproductive. »

Le second: c'est d'aller sur le terrain pour communiquer directement avec la société afin de garantir la propagation rapide des objectifs de l'initiative d'une façon nette et claire.»

«On a aussi élaboré un plan visant à fournir les moyens de contrôle des naissances lors de nos tournées dans les gouvernorats », explique Dr Hassan.

Au cours des dernières années, le ministère de la Santé et de la Population a lancé plusieurs initiatives de planning familial, tels que "Votre droit à vous organiser", qui vise à fournir des services et des moyens de planification familiale gratuits aux bénéficiaires dans les zones et les villages les plus nécessiteux grâce à un groupe de spécialistes de planning familial et des spécialistes en obstétrique et gynécologie.

Un autre projet pilote « Deux, ça suffit !», par lequel le gouvernement espère voir reculer le taux de natalité, tout en mettant en place des cliniques fixes et mobiles ainsi que des campagnes de sensibilisation.

Sur le même volet, la journaliste Rabab Yaqout a lancé une initiative visant à spécialiser un segment médiatique sur les programmes télévisés qui discutent de la crise démographique et des problèmes qui en découlent.

Il s'agit d'un programme ayant un aspect de sensibilisation, tout en passant en revue toutes les informations, et les statistiques relatives à la surpopulation qui seront émises dans un court programme qui ne dépasse pas deux minutes.

“Frapper aux portes” ...

Un projet lancé par le ministère de la Solidarité sociale. Il vise à promouvoir le concept de petite famille et à corriger les conceptions sociétales erronées qui poussent la famille à procréer.

Il s'agit de savoir comment convaincre les femmes, notamment rurales, que la planification familiale est dans leur intérêt.

7 étapes pour résoudre la crise de la surpopulation

L'augmentation de la population est l'un des dossiers les plus importants qui retiennent l'attention des dirigeants politiques. L'Etat est en alerte plus d'une fois sur le danger latent ou la bombe qui menace le présent et l'avenir, malgré les réalisations qui se produisent quotidiennement. Car l'augmentation rapide et incontrôlée de la population mange vert et sec. Cela nécessite de circonscrire le problème et de l'affronter. Dans le passé, la population était de 3 ou 4 millions de citoyens vivant sur une superficie de 4 millions d'hectares pendant environ 200 ans. Mais maintenant nous sommes 100 millions vivant sur la même superficie... En mesurant le taux d'augmentation de la population, la population doublera au cours des trente ans à venir. On s'attend ensuite à ce que la population égyptienne en 2050 atteigne

environ 194 millions d'âmes. Cette préoccupation s'est traduite alors sous la forme de décisions sur le terrain, à travers l'élaboration de la Stratégie de population 2030 pour faire face à ce dossier.

Ci-dessous nous passons en revue les étapes de la feuille de route selon la stratégie de sortie de crise :

1. Lancer un dialogue communautaire pour renforcer l'adhésion populaire à l'adoption de la politique nationale de la population.
2. Élaborer une politique médiatique de la population, à laquelle s'engagent les institutions médiatiques gouvernementales et non gouvernementales
3. Réviser le cadre institutionnel du programme spatial égyptien et mettre en place un mécanisme robuste de suivi et d'évaluation.
4. Activer le rôle des institutions gouvernementales et non gouvernementales pour placer le problème de la population au centre de leurs préoccupations.
5. Allouer les ressources nécessaires pour gérer efficacement les programmes et activités de la population à la lumière des économies réalisées en réduisant les taux de fécondité dans tous les domaines des services en Égypte.
6. Élaborer des objectifs quantitatifs à moyen et court terme avec un suivi périodique.
7. Tenir compte des estimations de la croissance démographique et du nombre des naissances lors de la planification des différents équipements et services dans le pays.

75,6% des Égyptiens sont conscients du problème de la croissance démographique



75,6% des citoyens sont conscients que l'Egypte est confrontée à un problème de la croissance démographique, apprend-on d'un sondage fait par le Centre d'Information et de soutien à la prise de décision du Conseil des ministres (IDSC).

Ce sondage a été réalisé par l'IDSC sur "la croissance démographique" en décembre dernier sur un échantillon de citoyens répartis dans tous les gouvernorats de la République.

La croissance démographique est l'un des problèmes les plus importants auxquels sont confrontés de nombreux pays et constitue le principal obstacle aux efforts de développement dans de nombreux domaines.

Elle représente également un obstacle majeur aux services que l'État tient à fournir à ses citoyens de manière optimale et menace le succès des politiques visant à lutter contre certains problèmes économiques, dont le chômage et la pauvreté.

PERSPECTIVES 2023 : Politique démographique : Nouvelle approche

L'Égypte fait face à un véritable défi démographique et tente d'y faire face depuis des décennies. L'Etat opte aujourd'hui pour de nouvelles méthodes de sensibilisation. Focus.



« Chaque enfant arrive avec ce dont il a besoin » ; « S'il te vainc avec de l'argent, tu le vaincras avec des enfants » ; « Le garçon est un soutien » ...

De nombreux proverbes sont associés à la procréation. Le désir d'avoir beaucoup d'enfants, surtout des garçons, s'est façonné chez les Égyptiens et a créé une culture qui, au fil du temps, s'est transformée en croyances enracinées. Avec la transition démographique et la baisse de la mortalité, l'Égypte a ainsi connu une explosion démographique qui constitue un véritable frein au développement. *« En 1950, l'Égypte comptait 20 millions, en 2021 ce nombre est passé à 102 millions, sans compter les 10 millions d'Égyptiens qui se trouvent en dehors du pays. Un enfant naît toutes les 15 secondes. Il suffit d'un petit calcul pour réaliser que les chiffres sont alarmants: 5760 naissances par jour et environ 2,2 millions*

par an », explique Talaat Abdel-Qawi, président de l'Union des ONG et institutions et de l'association égyptienne de planification familiale.

Or, il n'est pas facile de freiner la croissance démographique dans un pays où les enfants sont considérés comme une bénédiction, voire une richesse. La société égyptienne vit encore sous le joug des coutumes et traditions héritées de la société agraire, pour qui cultiver la terre est la principale source de revenu. Sans oublier l'interprétation souvent erronée de certains concepts religieux. Avec tous ces facteurs socioculturels combinés, de nombreux Egyptiens, en particulier dans les milieux ruraux, continuent de penser qu'avoir beaucoup d'enfants est une richesse. Et qu'il faut absolument avoir un garçon. Du coup, certains couples continuent à faire des enfants jusqu'à donner naissance à un mâle. Ou tout simplement pour avoir une grande famille, synonyme de prestige et de force.

Malgré les changements de mode de vie, ces croyances sont encore fortement pratiquées. Et pourtant, comme l'indique Réfaat Abdel-Bassit, professeur de sociologie à l'Université de Héliouan, le fait est que la surpopulation constitue un vrai fardeau socioéconomique. Et on ne cesse de le répéter.

Une longue histoire de sensibilisation

Comment, dans ces conditions, convaincre du concept de planification familiale? En fait, la prise de conscience de la gravité de ce phénomène remonte à des décennies. La première fatwa autorisant l'utilisation des méthodes de contrôle des naissances a été publiée en 1938, émise par le grand mufti de l'Egypte à l'époque, Abdel-Majid Salim Al-Bishri. Le

Conseil suprême de la planification familiale a été créé en 1965. Les campagnes communautaires et médiatiques appelant au contrôle des naissances n'ont pas cessé. La méthode et le style du message différaient, mais étaient tous d'accord sur l'objectif, qui est la nécessité de réduire le taux de fécondité, c'est-à-dire le nombre d'enfants par femme, dans un contexte de croissance démographique constant qui ne suit pas le rythme du développement. Aujourd'hui encore, ce taux reste de 2,8 enfants par femme (août 2022), selon la CAPMAS. Il a certes baissé (3,5 en 2014), mais il reste élevé. A tel point que certains tirent la sonnette d'alarme évoquant des scénarios à haut risque : sans changement radical, les indicateurs doubleront à nouveau d'ici 2050, menaçant les plans de développement ambitieux face aux ressources limitées de l'Etat.

D'où la nécessité d'une nouvelle approche. « *C'est un problème dont nous souffrons depuis des décennies. L'Etat et les ONG doivent travailler ensemble pour optimiser les résultats des campagnes de natalité* », dit Réfaat Abdel-Bassit. Selon lui, le scénario le plus optimiste visé par le gouvernement égyptien serait de réduire le taux de fécondité à 2,11 d'ici 2032, puis à 1,65 d'ici 2052. Mais les estimations publiées par l'agence américaine Bloomberg disent que dans le pire des cas, c'est-à-dire si le taux de fécondité reste à 2,1 d'ici 2052, la population égyptienne atteindra 191,3 millions, une augmentation égale aux populations combinées du Canada, de l'Arabie saoudite et du Portugal.

Un plan qui repose sur plusieurs axes

Pour éviter un tel scénario, le concept même des plans et des campagnes de limitation des naissances ont changé. De nouvelles solutions sont aujourd'hui à l'étude, voire déjà appliquées. Talaat Abdel-Qawi explique qu'il y a des plans et des programmes exécutifs décentralisés, puisque les cultures diffèrent d'un gouvernorat à un autre. Concrètement parlant, on ne peut traiter le planning familial de la même manière en milieu urbain ou rural, à Sohag ou à Alexandrie. « *La question du contrôle des naissances exige fondamentalement de changer les méthodes de sensibilisation, afin d'adopter le concept de la petite famille. Et aussi faire comprendre que la richesse économique de l'enfant est son éducation et non pas en le transformant en une source de revenus. Et si la religion encourage la naissance d'enfants, elle pose également des conditions aux parents pour qu'ils soient instruits et qu'ils prennent soin de leur santé* », explique Abdel-Qawi.

Pour parvenir aux objectifs voulus, les travaux porteront sur plusieurs axes. En ce qui concerne la législation, le parlement égyptien a récemment eu recours à une législation visant à réduire la valeur des subventions et des services de 50% pour le troisième enfant, tandis que pour le quatrième enfant et plus, ils sont privés de tout service gratuit ou subventionné. Une procédure qui attend toujours un vote et l'avis des institutions religieuses.

Le discours religieux doit également changer en formant des clercs musulmans et chrétiens, afin qu'ils puissent transmettre la véritable idée de l'engendrement aux citoyens. Les femmes aussi ont un rôle très

important dans la réussite du plan, elles doivent donc être économiquement autonomes et une attention particulière doit être accordée à leur éducation. Les ONG, les universités et les palais de la culture, tous ces organismes sont des partenaires dans la campagne de sensibilisation. Fournir des incitations positives aux personnes qui s'apprêtent à former une petite famille fait également partie des solutions futures.

Les médias doivent également jouer leur rôle comme par exemple diffuser l'idée du lien entre développement et déclin démographique. *« En fait, l'Etat se prépare à lancer une nouvelle initiative de développement qui lie la planification familiale au développement, car si les femmes sont économiquement et socialement plus fortes, l'idée d'avoir beaucoup d'enfants diminuera, et elles auront recours au planning familial. Il faut aussi réduire la pauvreté avec des projets de développement, car ce sont les pauvres qui ont le plus d'enfants »*, achève Abdel-Qawi.

Le chômage :

Le chômage est un problème majeur en Egypte et un facteur dans la rébellion du printemps. Le chômage total en Egypte en 1960 était inférieur à 200 000, mais en 1986 ce chiffre était plus de deux millions. Le taux de chômage actuel est d'environ 9 pour cent avec la population des jeunes étant les plus lourdement touchés.

Les possibilités d'emploi ont augmenté à un rythme lent. Le travail est inégalement répartie et diplômés égyptiens souvent attendre plus de cinq ans pour devenir employé par l'administration du travail. Il est estimé qu'un tiers à la moitié de la population active est au moins sous-employés.

L'emploi en chute libre

La région du Moyen-Orient, et en particulier l'Egypte, déjà victime d'un taux de chômage très élevé, ne connaîtra pas d'amélioration prochaine, indique un tout récent rapport sur l'emploi de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Le manque d'investissements, publics comme étrangers, et la décélération de la croissance économique dans les pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) impliquent que le taux de chômage des jeunes y soit le double du niveau mondial. C'est ce que

révèle le dernier rapport intitulé « *Tendances mondiales de l'emploi 2014 : vers une reprise sans emplois ?* » publié le 19 février au Caire par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). « *Bien que le taux de chômage dans les pays MENA reste quasiment stable en 2013, c'est-à-dire aux alentours de 11,5 %, le taux de chômage des jeunes de 14 à 24 ans dans la région reste le plus élevé du monde avec 27,2 % au Moyen-Orient et 29 % en Afrique du Nord. Ces taux sont les doubles des taux mondiaux (soit 13,1 %)* », souligne le rapport, présentant les tendances ainsi que les projections régionales et mondiales en matière d'emploi.

L'Égypte est la plus touchée par ce phénomène. Selon le rapport, ce taux de chômage atteint 19 % au Maroc, 22 % en Algérie et 25 % en Égypte. « *Le chômage des jeunes est 3 fois plus élevé que celui des adultes. C'est un indice très dangereux, car les jeunes sont les plus actifs* », avertit Youssef Al-Karyouti, directeur de l'OIT pour la région de l'Afrique du Nord, à l'issue d'une conférence de presse tenue à l'occasion du lancement du rapport. Il prévoit le prolongement de cette situation jusqu'à 2020. De même, le rapport note la faiblesse de l'emploi des femmes par rapport aux normes internationales. Ce taux a atteint 23 % dans la région MENA, contre 60 % dans les pays développés.

Moment crucial

La publication de ce rapport intervient à un moment crucial pour l'Égypte, qui traverse une crise économique majeure caractérisée par le recul des taux de croissance et des ressources limitées. Conséquence : accélération des chiffres du chômage avec la fermeture d'usines suite à

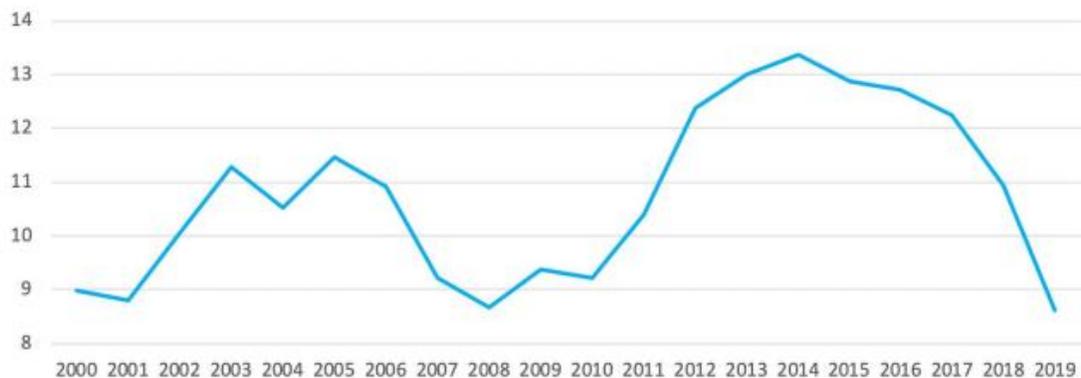
la révolution, et l'incapacité du gouvernement à créer de nouveaux emplois aux jeunes diplômés. D'après les chiffres officiels de la Banque Centrale d'Égypte (BCE), le taux de chômage est passé de 9 % en 2010 à 13,2 % en 2013. *« Ce problème est structurel non seulement en Égypte, mais aussi dans les pays MENA. L'Égypte n'a pas pu freiner la hausse du chômage avec un taux de croissance prometteur (5,1 % en 2009/2010) sous le régime Moubarak. Alors, sera-t-elle capable de le freiner aujourd'hui avec un taux de croissance de 2,1 % ? »*, se demande Youssef Karyouti. Ainsi, le rapport note la chute de la croissance dans la région MENA de 5,6 % en 2011 à 2 % en 2013. Ce recul majeur revient en grande partie à la chute énorme des investissements locaux, et par conséquent, l'incapacité du pays à créer de nouveaux emplois.

Ajoutant à la décélération des taux de croissance l'instabilité politique régnant sur les pays du Printemps arabe, tels que la Tunisie et l'Égypte, qui a eu des répercussions graves sur les investissements étrangers. *« L'Égypte est le pire exemple de la région. Ce pays recevait 9 milliards de dollars par an avant la révolution de 2011, alors qu'elle n'a pas reçu d'investissements pendant l'année 2011/2012. Cette situation a entravé la création de nouveaux emplois durant cette période »*, renchérit Youssef Al-Karyouti, qui critique la concentration des investissements étrangers dans les secteurs faibles créateurs d'emplois comme le secteur pétrolier et celui des hydrocarbures.

Le rapport donne l'exemple de l'Égypte, où 45 % des Investissements Étrangers Directs (IED) sont injectés dans le secteur pétrolier. Une part qui s'élève à 61 % en Tunisie dans le secteur des hydrocarbures. *« Il faut diriger les investissements directs dans des secteurs qui offrent plus*

d'emplois aux jeunes, tels que la construction et l'industrie », revendique Youssef Karyouti, en exprimant son optimisme à l'égard de l'impact des deux plans de stimulation adoptés par le gouvernement égyptien, d'un montant de 30 milliards de L.E. chacun, sur la baisse du chômage dans la période à venir.

Taux de chômage

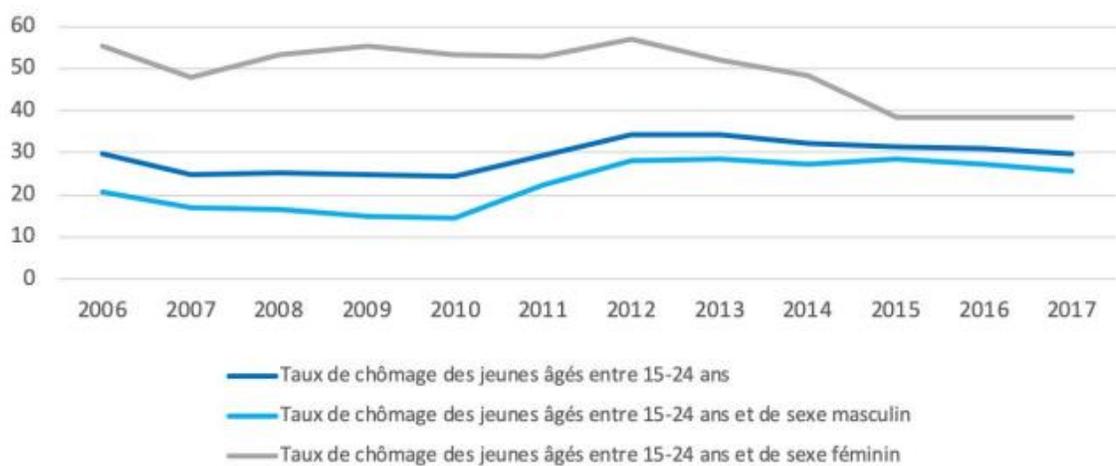


Plus inquiétant, d'un point de vue d'équité et de stabilité, le chômage des jeunes est un défi majeur auquel fait face l'économie égyptienne. En 2018, ce taux de chômage a atteint un niveau très élevé, près de 30 % de la population âgée de 15 à 24 ans (voir figure 16). Par ailleurs, la faible participation des femmes sur les marchés du travail en Egypte, qui s'élève en 2017 à près de 22%, est très frappante et reste parmi les plus faibles au monde (voir figure 17).

Selon l'indice global du genre développé par le Forum économique mondial, qui prend en considération plusieurs dimensions des inégalités, au-delà de la participation des femmes sur le marché du travail, l'Egypte se classe à la 135ème place au niveau mondial sur 149 pays étudiés. Un effort a été réalisé par le gouvernement d'Abdel Fattah al Sissi, qui a élaboré une stratégie nationale pour lutter contre les

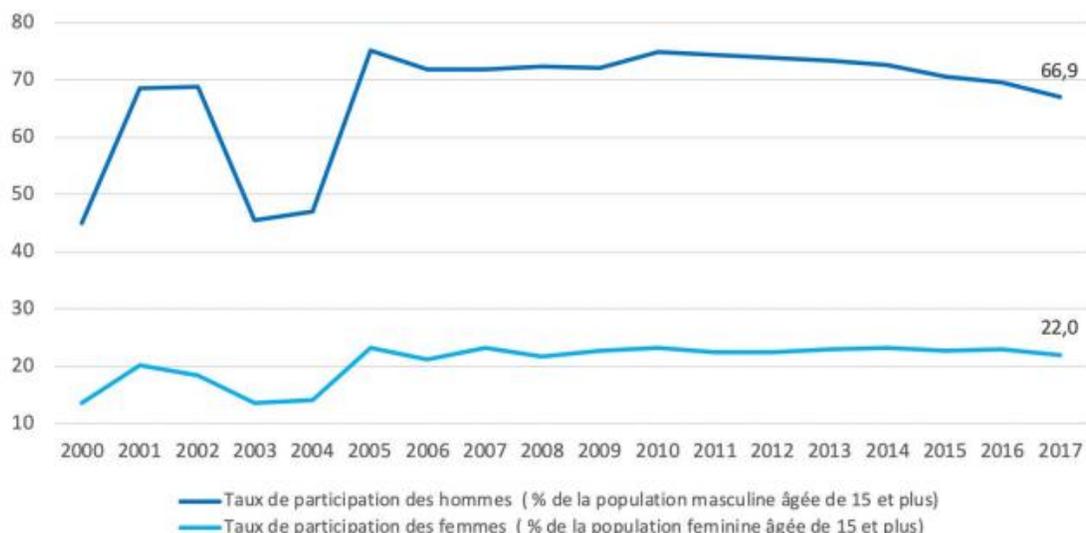
inégalités entre les sexes. Toutefois, il est clair que cette stratégie n'a pas encore porté ses fruits⁽⁵⁾.

Evolution du taux de chômage des jeunes par sexe en Egypte



Source : WDI, World Bank, 2020

(5) <https://www.policycenter.ma/sites/default/files/PP%20-%2020-08%20%28%20Saoudi%20%26%20Nihal%20%29.pdf>



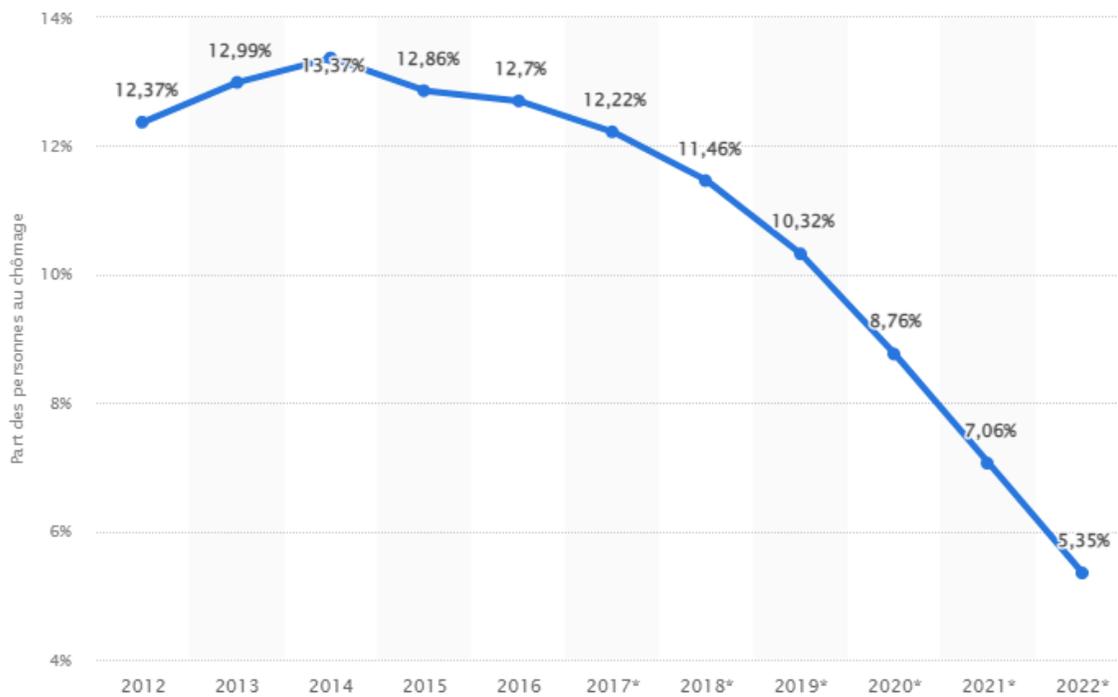
Source : WDI, World Bank, 2020

Plusieurs facteurs contribuent au chômage des jeunes, notamment la réduction des effectifs dans le secteur public et l’incapacité du secteur privé à absorber les nouveaux diplômés qui arrivent chaque année sur le marché du travail. La faible intégration de ces jeunes, leur perception d’un manque de justice sociale et d’opportunités économiques pendant une période explosive de croissance démographique est « une bombe à retardement ».

La jeunesse égyptienne représente une opportunité qui, si elle n’est pas exploitée par une croissance inclusive, des opportunités d’emploi significatives et un engagement social, est susceptible d’avoir des ramifications négatives sur le plan de la sécurité, non seulement pour l’Égypte, mais aussi pour la région. Plus encore, la marginalisation socio-économique de cette partie de la population contribue à créer une certaine instabilité politique, à l’immigration illégale et/ ou à la radicalisation. Conscient des possibles conséquences d’une forte

croissance démographique, le président Abdel Fattah al-Sissi a qualifié, lors de la quatrième édition de la Conférence nationale des jeunes, à Alexandrie, que « le taux actuel de croissance démographique en Egypte constitue une menace pour le pays et limite le progrès de la nation ».

Taux de chômage en Égypte de 2012 à 2022



Publié par [Statista Research Department](#), 3 janv. 2023

Cette statistique présente l'évolution du taux de chômage en Égypte de 2010 à 2016, avec des prévisions jusqu'en 2022. Durant cette période, le taux de chômage en Égypte avait atteint un pic à environ 13,4 % en 2014. Depuis lors, la proportion des chômeurs au sein de la population active de l'Égypte avait légèrement diminué, s'élevant à environ 12,7 % en 2016. De plus, le taux de chômage en Égypte est prévu de diminuer plus fortement pour atteindre environ 5,4 % en 2022⁽⁶⁾.

(6) <https://fr.statista.com/statistiques/794449/taux-de-chomage-egypte/>

Les projets nationaux ont contribué à réduire le chômage en 8 ans de 13% à 7,5%



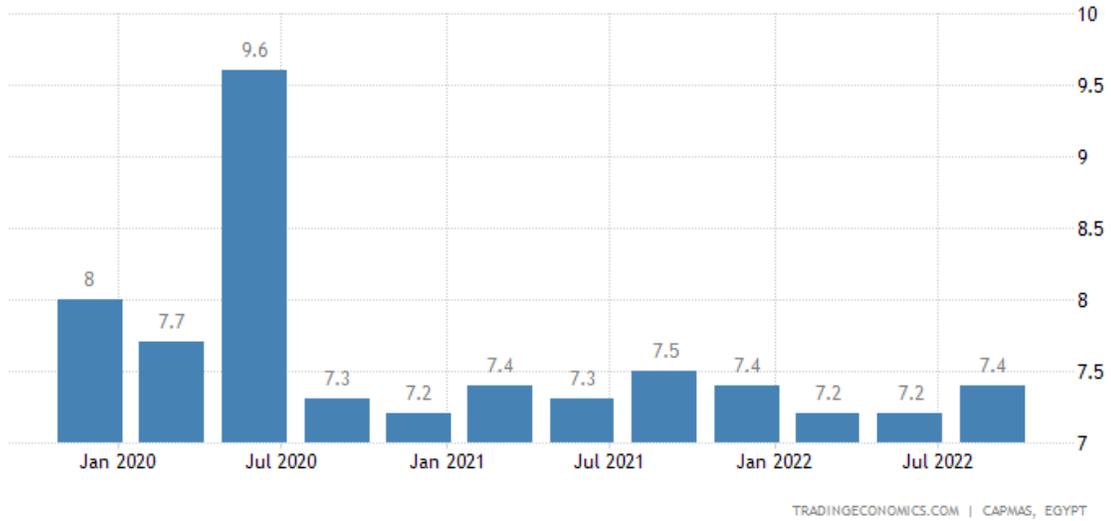
Le Premier ministre Moustafa Madbouly a déclaré que les grands projets nationaux mis en œuvre par l'Etat égyptien, ont contribué à réduire le taux de chômage pendant 8 ans de 13% en 2014 à moins de 7,5% aujourd'hui.

M. Madbouly a tenu ces propos, lors de la conférence de presse qu'il a tenue, jeudi, afin de présenter quelques points sur la décision d'augmenter les prix des produits pétroliers, selon un communiqué par le Bureau d'information du Cabinet.

Madbouly a souligné que la convocation de cette conférence est une occasion importante d'examiner ce que fait l'État égyptien dans ces conditions très difficiles que traverse le monde, afin de protéger les personnes à faible revenu grâce à de nombreux mécanismes et initiatives dirigés par le président Abdel Fattah Al-Sissi⁽⁷⁾.

(7) <https://www.sis.gov.eg/Story/152117/Les-projets-nationaux-ont-contribu%C3%A9-%C3%A0-r%C3%A9duire-le-ch%C3%B4mage-en-8-ans-de-13%25-%C3%A0-7%2C5%25?lang=fr>

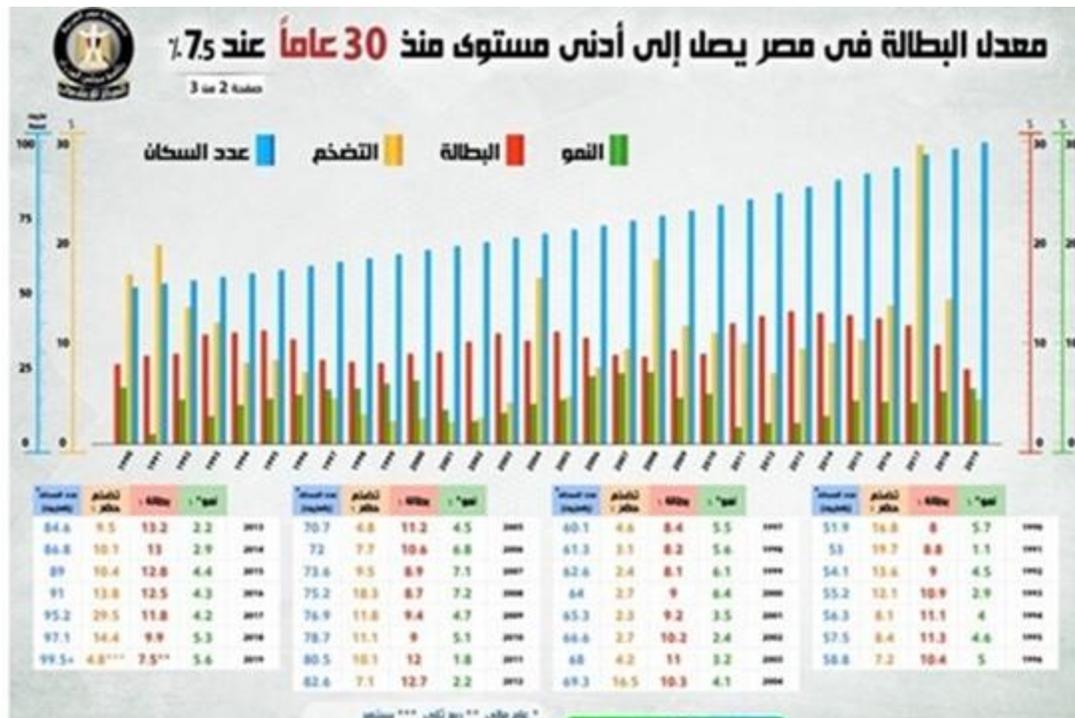
Taux de chômage



(8)

(8) <https://fr.tradingeconomics.com/egypt/unemployment-rate>

Le taux de chômage en Egypte atteint son niveau le plus bas depuis 30 ans



Le taux de chômage en Egypte a atteint son plus bas niveau depuis 30 ans enregistrant 7,5% au deuxième trimestre de 2019, contre 9,9% en 2018, a indiqué le centre de presse du conseil des ministres dans une infographie publiée ce samedi sur les réseaux sociaux.

Ce recul s'explique par la mise en œuvre de 9039 projets par l'Etat pendant la période de juillet 2014 à décembre 2018 avec un coût de 2,1 trillion de LE, a indiqué le centre.

Le volume des investissements publics et privés a augmenté pour atteindre environ 942 milliards de LE en 2018/2019 contre 721

milliards de LE en 2017/2018 et 514 milliards de LE en 2016/2017, selon l'infographie⁽⁹⁾.

.

(9) <https://www.sis.gov.eg/Story/130213/Le-taux-de-ch%C3%B4mage-en-Egypte-atteint-son-niveau-le-plus-bas-depuis-30-ans?lang=fr>

La réforme économique a aidé l'Egypte à freiner la hausse au chômage



La réforme économique a aidé l'Egypte à freiner la hausse au chômage

Le service d'information du gouvernement (SIG) a publié des infographies qui font la lumière sur la réforme économique qui a aidé l'Egypte à freiner la hausse du chômage, accompagnées de perspectives positives du Fonds monétaire international, après une hausse record du chômage au niveau mondial à cause du coronavirus.

L'Etat égyptien a toujours été intégré, au cours des dernières années, le dossier de l'emploi dans tous les plans de développement, selon le SIG qui indique que l'augmentation des investissements et le lancement de davantage de projets se sont reflétés sur le taux de chômage.

Le taux de chômage a enregistré 7,5% au deuxième trimestre de 2019, avant de s'élever légèrement à 9,6% au cours du même trimestre de 2020 après les mesures de précaution prises par le gouvernement pour faire face à la pandémie, a-t-on appris de même source.

Le taux de chômage a atteint 13,3% au cours du deuxième trimestre de 2014, 12,7% durant la même période de 2015, 12,5% lors du même trimestre de 2016, et 12% au deuxième trimestre de 2017, par rapport à 9,9% au cours de la même période de 2018, a rappelé le service d'information du gouvernement.

de facteurs ont aidé à freiner la hausse du chômage, dont l'augmentation des investissements publics et privés, qui se sont élevés à 922,5 milliards de LE en 2018-2019, par rapport à 721,1 milliards de LE en 2017-2018, à 514,3 milliards de LE en 2016-2017, à 392 milliards en 2015-2016, à 333,7 milliards de LE en 2014-2015 et à 265,1 milliards en 2013-2014, lit-on dans le rapport du Conseil des ministres.



Le taux de chômage a dégringolé à son niveau le plus bas grâce aux politiques réussies de la nouvelle république, a affirmé le service d'information du gouvernement dans un rapport sur l'emploi et le développement. L'État adopte une stratégie nationale pour faire face au chômage, renforce les plans de développement durable, travaille sur des bases systématiques pour savoir les besoins du marché du travail et qualifie les cadres et augmenter leur efficacité en fonction des développements successifs dans les différents domaines, selon le rapport. Le rapport a évoqué les prévisions de la Banque mondiale selon lesquelles le taux de chômage continue à baisser pour atteindre 7% d'ici 2023/2024.

Le rapport a jeté la lumière sur les efforts déployés par crise Le taux de chômage a dégringolé à son niveau le plus bas grâce aux politiques réussies de la nouvelle république, a affirmé le service d'information du gouvernement dans un rapport sur l'emploi et le développement. L'État adopte une stratégie nationale pour faire face au chômage, renforce les plans de développement durable, travaille sur des bases systématiques

pour savoir les besoins du marché du travail et qualifie les cadres et augmenter leur efficacité en fonction des développements successifs dans les différents domaines, selon le rapport. Le rapport a évoqué les prévisions de la Banque mondiale selon lesquelles le taux de chômage continu l'État pour créer davantage d'emplois au cours du quatrième trimestre de 2022, rappelant que le taux de chômage a reculé, au cours de cette période, enregistrant 7,2 %, contre 12,9 % au même trimestre de 2014⁽¹⁰⁾.

(10) <https://sis.gov.eg/Story/138121/La-r%C3%A9forme-%C3%A9conomique-a-aid%C3%A9-l%27Egypte-%C3%A0-freiner-la-hausse-au-ch%C3%B4mage?lang=fr>

Les réalisations du Président Al -Sissi en matière de Santé



L'État était désireux de faire face sérieusement, rapidement et de manière décisive aux défis auxquels le secteur médical était confronté avant 2014.

L'État a travaillé pour orienter d'énormes investissements vers ce secteur vital, estimés à plus de 120 milliards de livres; de 2014 à 2020 pour améliorer le système de santé .

L'un des projets les plus importants dans le secteur de la santé publique est la mise en œuvre de l'initiative baptisée "100 millions de citoyens sains" de dépistage de l'hépatite C, parrainée par le président Abdel Fattah Al-Sissi pour éradiquer le virus C .

75 000 opérations chirurgicales ont été effectuées dans le cadre de l'initiative présidentielle visant à éliminer les listes d'attente, en plus de 40 hôpitaux ont été fondés et équipés idéalement.

L'État a également réussi à atteindre l'autosuffisance en insuline artisanale et à localiser l'industrie de l'oncologie et de la médecine biologique et certains vaccins.

L'État a également lancé l'application d'un système d'assurance médical complet à partir du gouvernorat de Port-Saïd.

Éliminer les listes d'attente

Les « listes d'attente » comptent parmi les plus importants défis en matière de santé auxquels le gouvernement est récemment confronté et qui ont exigé l'intervention personnelle du Président pour les éliminer.

Le nombre de personnes sur les listes d'attente a atteint 18 mille citoyens avant de commencer l'exécution de l'initiative du Président, dont la plupart souffrent de maladies chroniques très graves, ce qui révèle que l'élimination des listes d'attente est une grande réalisation.

Plusieurs initiatives présidentielles ont été lancées pour soutenir la santé des femmes et la détection précoce de l'obésité, de l'anémie et du nanisme, consacrée aux écoliers du cycle primaire. Ainsi que le traitement de la déficience auditive chez les nouveau-nés et la poursuite de l'initiative Nour Hayat pour découvrir les causes de la déficience visuelle et travailler pour la traiter.

Lancement du système d'assurance- maladie globale

Le président Abdel Fattah El Sissi a participé au lancement du système d'assurance- maladie globale de manière à couvrir tous les aspects technique, humain, médical et financier, afin de garantir la prestation d'un service de haute qualité, conformément aux normes internationales.

La campagne de "100 million personnes en bonne santé"

Le Président de la République a lancé une campagne pour l'éradication du virus "C" et ses effets négatifs sur la vie humaine, sa productivité et son droit à une vie décente.

L'importance du programme de contrôle et de traitement du virus C est démontrée par l'ampleur de la situation épidémiologique des virus des hépatites B et C en Égypte, comme suit:

En 2015, (catégorie d'âge de 1à 59 ans), le taux d'infection au virus B était de 1 % et le taux d'infection au virus C de 4,4 %.

Le taux de prévalence du virus augmente à mesure que l'âge augmente, en 2008 dans la catégorie d'âge de 55 à 59 ans, le taux de prévalence a atteint 27,4% et en 2015, le pourcentage a atteint 22,3%.

Le nombre de personnes atteintes d'hépatite virale B est estimé à environ 800 000 personnes, tandis que le nombre de personnes

atteintes d'hépatite virale C est estimé à environ 3,6 millions de personnes.

L'Égypte a pu, au cours de 5 années, de transformer son statut de plus grand pays du monde dont la population souffre du virus C au premier dans sa lutte.

Elle a lancé plusieurs initiatives lancées par plusieurs organismes civils et gouvernementaux, notamment le fonds Vive l'Egypte et le ministère de la Santé et parrainées par le président Abdel Fattah El-Sissi.

4,5 millions de personnes infectées par le virus et ont souffert de ses dommages causés par le manque de traitement jusqu'à ce que l'initiative gouvernementale d'éradication du VIH ait été lancée en 2014, et a été traitée en 4 ans, 3 millions d'Égyptiens.

Campagne nationale pour le traitement des personnes affectées par le virus C dans toute la République

En 2014, avec l'utilisation du médicament anti-hépatite C Sovaldi, la période de traitement n'a été que 3 mois et l'importation de médicaments modernes à bas prix a commencé, ainsi qu'un nouveau système de traitement a été appliqué et basé sur la demande de traitement en ligne sur Internet

Plusieurs initiatives ont été lancées successivement avec l'annonce du Plan national de traitement des patients atteints du virus C dans toute la république, lancé par le Fonds "Vive l'Egypte", qui a parcouru des unités

mobiles dans les gouvernorats d'Égypte du nord au sud pour détecter le virus et fournir le traitement et a été lancé en 2014 .

En 2016, L'Égypte a réussi à éliminer les listes d'attente des patients et a assuré le traitement de 8 000 patients par mois aux frais de l'État ou d'une assurance maladie s'ils étaient employés; le nombre d'unités de traitement a été porté de 53 à 164; et les centres de traitement du virus de l'hépatite C ont été augmentés de 15 à 84.

L'initiative "100 millions personnes en bonne santé" et la détection précoce les maladies transmissibles

En 2018, Le traitement du virus C a pris une nouvelle courbe, après que le président Abdel Fattah El Sisi a lancé l'initiative de 100 millions de personnes en bonne santé pour traiter les maladies transmissibles, y compris le virus C, et l'enquête a inclus tous les patients existants dans toutes les sections internes des hôpitaux publics, et tous les travailleurs au secteur public et les nouveaux étudiants universitaires (environ 500 000 étudiants chaque année), ceux qui fréquentent les banques de sang et les visiteurs des laboratoires centraux pour obtenir des certificats de voyage à l'étranger, emprisonnés.....,etc.

L'Égypte a été élue Présidente du Comité technique africain de la santé, de la population et de la lutte contre la drogue, affilié à la Commission de l'Union africaine.

L'Égypte a gagné une renommée internationale pour son expérience dans l'application d'une assurance maladie complète en tant qu'expérience unique en matière de partenariat et de coordination nationale entre différents ministères et agences compétentes , en

garantissant son application de manière à atteindre l'efficacité et la qualité du service médical et à obtenir une couverture Santé globale.

En plus de la réalisation du lancement de l'Initiative de 100 millions de santé, par le biais de l'utilisation des ressources nationales et la coopération avec les organisations internationales.

L'Égypte lance une initiative africaine contre le virus de l'hépatite C

A partir du rôle égyptien pionnier et soutenant de ses frères et sœurs sur le continent africain, les cadres médicaux ont été formés sur un modèle pour mener une enquête médicale sur les virus de l'hépatite et établir des unités médicales pour le traitement et la formation sur la base de l'évaluation, du traitement et du suivi. En plus de l'envoi des convois médicaux de différentes spécialisations et la formation médecins au Sud du Soudan et au Tchad.

Un mémorandum d'entente a été signé entre le Fellowship égyptien relevant du ministère de la Santé et de la Population et la faculté de médecine de Harvard pour une période de trois ans afin de participer au programme de formation des formateurs le Fellowship égyptien dans le cadre dans le cadre de la stratégie du ministère ayant pour but de développer le système d'enseignement médical professionnel et de continuer la réforme médicale en Égypte.

L'Institut national de formation relevant du Ministère de la santé et de la Population a été transformé à l'Académie de la princesse Fatma pour l'enseignement médical professionnel, spécialisée dans la préparation et l'approbation des normes de formation professionnelle, et 100% des

médecins humains ont été attachés au Fellowship égyptien.

La planification familiale et les soins de maternité et d'enfance:

Des services de planification familiale et de santé génésique ont été fournis dans le cadre du plan du ministère pour atteindre les objectifs du programme national de planification familiale et réduire les taux d'augmentation de la population, ce qui se traduit par une augmentation des taux d'utilisation des méthodes de planification familiale et une réduction des taux de reproduction grâce à des cliniques fixes et mobiles au niveau de la République.

Le Ministère appuyé les activités de protection d'enfants par le biais du Programme de " 1000 jours de santé et de nutrition pour les enfants" dans les gouvernorats de Qalyubia, Gharbia, Sharqia, Ismailia et Dakahlia.

En plus d'élaboration d'une étude sur les cas de décès des mères et de l'intégration des services de planification familiale aux services avec les services de soins de maternité et d'enfance afin de réduire les cas de décès parmi les mères, par le Comité central consultatif ainsi que par l'équipe de médecins de l'administration.

En janvier 2019, le Département des fournitures des médicaments et médicales a été créé au Département central des affaires pharmaceutiques et l'activation du rôle du responsable des fournitures médicales et pharmaceutiques a été lancé et lié aux crises et catastrophes dans chaque gouvernorat. En outre de commencer à

fournir des médicaments antipoison d'urgence dans tous les hôpitaux et de ne pas les limiter uniquement aux centres de toxicologie.

Dans le cadre du plan de l'État de fournir du lait pour les bébés, 20 millions boîtes de lait infantile ont été distribués chaque année aux bébés de moins d'un an dans tous les gouvernorats.

Faire face au COVID-19

Concernant la lutte contre la propagation du nouveau virus Corona COVID-19, Le Président Al Sissi a appelé le peuple égyptien à coopérer avec toutes les organes de l'État à faire face à la crise la plus grave causée à cause de ce virus par le biais de la science et des normes internationales en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé "OMS".

Le Ministère de la Santé a affecté des hôpitaux pour traiter les cas de ce virus au niveau de la République, dont 340 hôpitaux généraux et centraux affiliés au ministère de la Santé et 20 hôpitaux pour l'isolement, en plus de 24 hôpitaux universitaires au niveau de la République dédiés au diagnostic et au traitement des cas de Coronavirus.

Les hôpitaux consacrés au diagnostic et au traitement des cas de coronavirus, au niveau de la République comprennent:

-35 152 lits dans les services intérieurs, en plus des 3539 lits de soins intensifs, s'ajoutent 643 appareils "X RAY", ainsi que 125 appareils "CT", en plus de 2 218 appareils de respiration artificielle.

-36 hôpitaux sont en cours de préparation pour traiter les patients atteints du virus corona, et la capacité totale de 26 villes universitaires peut être utilisée pour traiter les cas de coronavirus environ 69070 lits, ainsi que 5013 unités de soins de base responsables de la distribution des traitements et du suivi ce qui ayant des contacts aux cas positifs dans l'isolement à domicile.

-65 cliniques mobiles ont été gérées pour distribuer des médicaments, en plus d'une clinique de planification familiale au gouvernorat du Caire, en plus de fournir 8 millions de doses pour les personnes contactées avec des cas infectés par le Covid-19, ainsi que de fournir 2 millions de doses pour les cas infectés, et sont soumises à l'isolement domestique, en plus de fournir 500000 doses pour les cas critiques dans les hôpitaux.

- Le nombre total des laboratoires spéciaux pour l'analyse des cas suspects de coronavirus s'est élevé à environ 49 laboratoires, et 8 autres laboratoires seront ajoutés, pour un total de 57 laboratoires.

Répartition géographique des hôpitaux désignés pour diagnostiquer et traiter les cas de coronavirus:

- (35) hôpitaux au gouvernorat du Caire,
- (28) hôpitaux au gouvernorat de Dakahlia,
- (26) hôpitaux au gouvernorat de Charquia,
- (17) hôpitaux au gouvernorat de Guizèh,
- (17) hôpitaux au gouvernorat de Béhéira,
- (18) hôpitaux au gouvernorat de Sohag,
- (16) hôpitaux au gouvernorat de Menoufia,
- (16) hôpitaux au gouvernorat de Gharbia,
- (15) hôpitaux au gouvernorat de Damiette,
- (15) hôpitaux dans le gouvernorat d'Assiout.
- (15) hôpitaux ont été attribués au gouvernorat de Minya,
- (14) hôpitaux au gouvernorat d'Assouan,
- (14) hôpitaux au gouvernorat de Kafr El Sheikh,
- (13) hôpitaux au gouvernorat d'Alexandrie,
- (13) hôpitaux au gouvernorat de Qalyubia,
- (9) hôpitaux au gouvernorat de Fayoum,
- (8) Hôpitaux au gouvernorat de Beni Suef
- (7) Hôpitaux au gouvernorat de la mer Rouge.
- (8) hôpitaux au gouvernorat de Qena,
- (7) hôpitaux au gouvernorat de Matrouh,
- (6) hôpitaux au gouvernorat du Sinaï Nord,
- (5) hôpitaux dans le gouvernorat du Sinaï Sud,
- (5) hôpitaux à Louxor,
- (5) hôpitaux au gouvernorat La Nouvelle Vallée,
- (5) hôpitaux au gouvernorat de Port-Saïd,
- (4) hôpitaux au gouvernorat de Suez,
- (3) hôpitaux au gouvernorat d'Ismaïlia.

Le Ministère de la Santé a lancé une application «Santé d'Égypte» pour contacter et guider les citoyens sur la manière de prévenir l'émergence du coronavirus⁽¹¹⁾.

(11) <https://sis.gov.eg/Story/135110/Les-r%C3%A9alisations-du-Pr%C3%A9sident-Al--Sissi-en-mati%C3%A8re-de-Sant%C3%A9?lang=fr>

La pauvreté :

Egypte: près d'un tiers de la population sous le seuil de pauvreté

Près d'un tiers de la population égyptienne vit sous le seuil de pauvreté, un taux en hausse par rapport à celui enregistré en 2015, a indiqué mardi le journal gouvernemental Al-Ahram en citant des chiffres officiels.

L'Agence centrale pour la mobilisation et les statistiques publiques (Capmas) a publié lundi le rapport sur les "revenus et dépenses" pour 2017-2018 pour donner "une idée précise sur la vie du citoyen égyptien moyen", a indiqué le journal.

"Le taux de pauvreté a atteint 32,5% à travers le pays pour 2017-2018, une hausse de 4,7 points par rapport aux 27.8%" enregistrés en 2015, a indiqué la Capmas.

Cet organisme officiel fixe le seuil de pauvreté à un revenu annuel de 8.827 livres égyptiennes (480 euros) ou moins, soit environ 1,30 euro par jour en moyenne.

"Ces chiffres sont importants dans la mesure où ils montrent comment la pauvreté affecte la réalité vécue par la population", a expliqué Khaled Barakat, directeur de Capmas, cité par Al-Ahram.

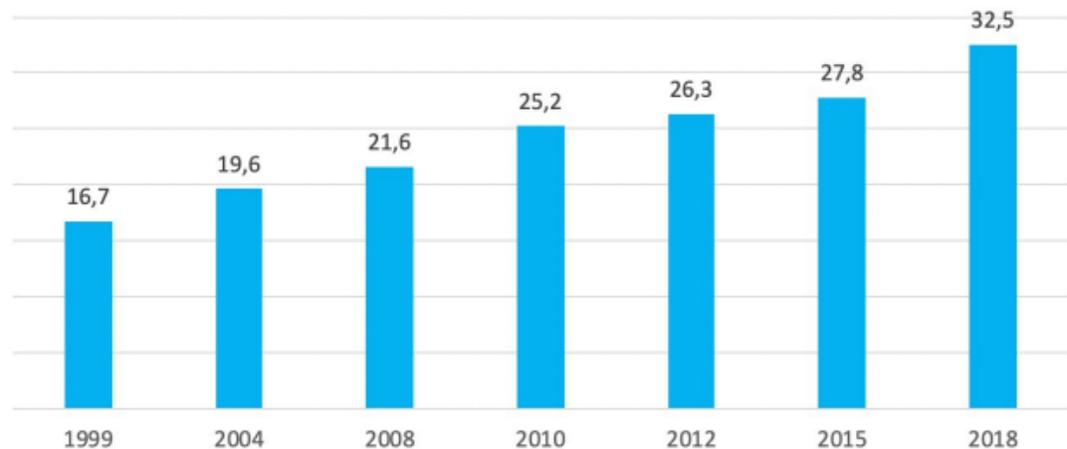
Le salaire annuel moyen d'une famille égyptienne a augmenté pour atteindre 59.000 livres égyptiennes (3.200 euros).

Ces chiffres sur la pauvreté ont été publiés alors que l'Egypte s'apprête à recevoir une dernière tranche de deux milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre d'un plan de soutien de 12 milliards de dollars accordé en 2016.

Le FMI a relevé la semaine dernière que la situation macroéconomique en Egypte s'est "nettement améliorée depuis 2016".

Au pouvoir depuis 2014, le président Abdel Fattah al-Sissi mène sous l'égide du FMI une politique d'austérité très impopulaire visant notamment à réduire de manière drastique les subventions de l'Etat, pour relancer une économie à genoux depuis le soulèvement populaire de 2011 contre l'ex-président Hosni Moubarak.

Evolution du taux de pauvreté en Egypte sur la période 1999-2018 (calculé au seuil national de pauvreté)



Source: Central Agency for Public Mobilization and Statistics, CAMPAS

Il est vrai que le taux de chômage officiel en Egypte a atteint son niveau le plus bas depuis 20 ans. En 2019, il s'élevait à près de 8.6 %. Néanmoins, il est important de souligner que le taux de chômage agrégé au niveau national ne tient pas compte du sous-emploi, c'est-à-dire des activités à très faible productivité dans les campagnes, ainsi que dans de nombreux services urbains, et ne capte pas le poids important de l'informel dans l'emploi total, qui s'élève à 59% (Samir Aita, 2017)⁽¹²⁾.

(12) <https://www.policycenter.ma/sites/default/files/PP%20-%2020-08%20%28%20Saoudi%20%26%20Nihal%20%29.pdf>

Le gouvernement égyptien a beaucoup investi dans la lutte contre la pauvreté



"Le gouvernement égyptien a beaucoup investi, au cours des dernières années, dans la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable", a affirmé jeudi la ministre de la solidarité sociale, Névine El-Kabbaj.

"Conformément aux directives du président Abdel Fattah Al-Sissi, le gouvernement égyptien traite les raisons radicales de la pauvreté multidimensionnelle en fournissant la protection sociale aux communautés et aux catégories les plus nécessiteuses et en comblant l'inégalité entre les couches de la société", a dit la ministre lors de sa participation à la 59e session de la Commission des Nations Unies pour le développement social organisée sous le thème "Une protection sociale juste pour un développement durable: le rôle de la technologie numérique dans le développement social et le bien-être de tous.

"En 2014, le gouvernement égyptien a commencé un grand programme de réformes économiques et sociales pour réduire le déficit budgétaire et rétablir la stabilité macroéconomique", a ajouté Mme El-Kabbaj.

Dans son allocution, la ministre a évoqué les différents programmes exécutés par le gouvernement depuis 2015 pour soutenir les familles les plus vulnérables, faisant état du lancement du programme pionnier "Solidarité et Dignité" (Takafol wa Karama) qui est le plus grand investissement social en Egypte et qui a réussi en étendant les réseaux de protection sociale à tous les villages et les hameaux dans le pays⁽¹³⁾.

(13) <https://sis.gov.eg/Story/139922/Le-gouvernement-%C3%A9gyptien-a-beaucoup-investi-dans-la-lutte-contre-la-pauvret%C3%A9?lang=fr>

L'Etat a réussi à réduire le taux de pauvreté et à augmenter le revenu moyen d'un ménage



Malgré les défis imposés par la pandémie de coronavirus, l'étude des revenus et des dépenses pour l'exercice 2019/2020 révèle plusieurs indicateurs positifs qui reflètent le succès des efforts de l'Etat égyptien pour réduire le taux de pauvreté et augmenter le revenu moyen de la famille, a déclaré jeudi 3 décembre 2020 Ministre du plan et du développement économique, Hala El-Saïd, dans une allocution prononcée lors d'une conférence consacrée pour annoncer les résultats de l'étude des revenus, des dépenses et de la consommation de l'année 2019/20.

Elle a souligné que le taux de pauvreté avait diminué pour la première fois depuis 1999 (29,7% contre 32,5% en 2017/2018), dans toutes les régions, notant que la plus forte baisse avait été enregistrée dans les villages de la Basse-Egypte de (4,73%), suivie de la Haute-Egypte (3,79%).

Egypte : 38 milliards USD consacrés à la lutte contre la pauvreté depuis 2015

De 2015 à 2022, l'Égypte a consacré 6 milliards de livres égyptiennes soit 38 milliards de dollars à la lutte contre la pauvreté. Ces chiffres ont été rendus publics par le président Abdel Fattah al-Sissi, qui a rappelé que la lutte contre la pauvreté était son principal objectif lors de son élection en 2014. Le chef d'Etat égyptien a relevé que ce défi reste prioritaire dans ce pays qui s'est soumis à un programme d'austérité en 2016 et continue de subir l'impact économique du covid-19.

Sur le terrain par contre, la pauvreté ne recule pas. Le nombre d'Égyptiens vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 27,8% en 2015 à 29,3% en 2021 d'après des chiffres officiels. Un échec des politiques de lutte contre la pauvreté du président al-Sissi, selon des observateurs. Pour eux, le fléau évolue en Egypte du fait de la coupe des allocations sociales accordées aux pauvres.

Le 18 janvier 2022, le président égyptien a annoncé une hausse d'environ 172 dollars du salaire minimum dans le pays. Une mesure qui s'ajoute au programme gouvernemental de 100 milliards de livres égyptiennes lancé au cœur de la pandémie de covid-19 pour préserver les emplois des citoyens⁽¹⁴⁾.

(14) <https://africa24tv.com/egypte-38-milliards-usd-consacres-a-la-lutte-contre-la-pauvrete-depuis-2015/>

Corruption en Égypte

L'indice de perception de la corruption dans le secteur public était de 67 points en 2021 aux en Égypte. L'échelle va de 0 à 100, et plus le score est élevé, plus la corruption est massive. Égypte occupe ainsi la 116e place. Le résultat est donc légèrement inférieure à la moyenne à la moyenne par rapport à d'autres pays.

Par rapport à l'année précédente, aucun changement n'a été observé dans la corruption en 2021. Sur le long terme, elle a baissé modérément ces dernières années.

Développement de la corruption en Égypte 2003 - 2021



Les causes de la corruption sont en partie politiques et culturelles. L'inefficacité des poursuites judiciaires peut l'encourager. Il est frappant de constater qu'elle est régulièrement plus faible dans les pays à régime démocratique (forme de gouvernement en Égypte). De même, la corruption est plus élevée dans les pays à faible revenu. En Égypte, le revenu par habitant est de 2.833 euros par an, ce qui est extrêmement bas par rapport au reste du monde. Le coût de la vie est nettement

inférieur à la moyenne mondiale et révèle des problèmes socio-économiques massifs.

Évolution de l'indice de corruption en Égypte 2003 – 2021:

Année	Égypte
2021	67
2020	67
2019	65
2018	65
2017	68
2016	66
2015	64
2014	63
2013	68
2012	68
2011	71
2010	69
2009	72
2008	72
2007	71
2006	67
2005	66
2004	68
2003	67

(15)

Remarque sur l'indice de perception de la corruption

Les données sont calculées chaque année par [Transparency International](https://www.transparency.org/)

(15) <https://www.donneesmondiales.com/afrique/egypte/corruption.php>

la stratégie nationale de la lutte contre la corruption



La stratégie nationale de la lutte contre la corruption

L'objectif de la stratégie

Lutter contre la corruption dans la société égyptienne en posant des objectifs, des politiques, des programmes et des mécanismes capables de l'encercler et de mettre en vigueur une culture sociative refusant la corruption

La manière de construire la stratégie nationale de la lutte contre la corruption

Le plan de la construction de la stratégie nationale de la lutte contre la corruption et de sa prévention se basa sur la connaissance de ses causes véritables et la mise en vigueur des objectifs, des politiques des programmes et des mécanismes qui confirment les principes de transparence, de l'intégrité et de l'interrogation sans favoritisation ni compliments. Elle contribue à sa prévention et à lutter contre elle en conjuguant les efforts de tous les partis du système afin de lutter contre la corruption et de limiter le rôle de chacun d'eux. Les bases de la fondation de la stratégie

1. Faire un relevé des manifestations les plus évidentes de la corruption.
2. Le diagnostic précis du problème de la corruption afin d'en délimiter les causes.
3. La précision des points de force et de faiblesse dans le système du travail et la lutte contre la corruption en Egypte.
4. Déterminer les menaces auxquelles fait face le système du travail visant à lutter contre la corruption en Egypte et les opportunités qui pourraient être exploitées pour les soutenir.
5. La délimitation précise des objectifs en prenant en considération leur réalisation à court et moyen terme.
6. Préciser les politiques qui doivent être suivies afin de réaliser les objectifs et de traiter les phénomènes causant la corruption.
7. Préciser les processus demandés pour la participation effective dans la lutte contre la corruption de tous les partis concernés, avec en tête les appareils de censures et les sphères de l'exécution de la loi et des appareils gouvernementaux et les sphères de la société civile.
8. La mise en place de mécanismes visant à appliquer le plan national pour la lutte contre la corruption.

Les mécanismes de la construction de la stratégie

1. Le développement des systèmes de travail de sorte qu'ils réaliseraient la lutte contre la corruption.
2. La participation effective entre toutes les sphères concernées dans la construction d'un seul front chargé de lutter contre la corruption.

3. La mise en œuvre des mécanismes de la lutte contre la corruption (limiter les structures administratifs - développer les ressources humaines – appliquer les principes de transparence et d'intégrité- 000).

4. Mettre les objectifs à court terme et à terme moyen avec la possibilité de réaliser l'objectif précisé de sorte qu'il ne soit pas en contradiction avec les autres objectifs.

5. Le fournissement de toutes les ressources (matérielles – humaines) afin de mettre en vigueur la stratégie.

6. La répartition des missions et des responsabilités à la lumière des axes de la stratégie.

7. Mettre des mécanismes alternatifs en cas de force majeure afin de réaliser la flexibilité nécessaire pour faire face à tout changement qui puisse entraver l'exécution de la stratégie.

8. Mettre des indices nationaux visant à poursuivre la stratégie.

Première partie : le problème de la corruption en Egypte

1- La définition de la corruption et ses types

- La définition de la corruption

Il n'y a pas de définition fixe pour la corruption donnée par les chercheurs dans ce domaine, vu la nature compliquée du phénomène et des différents angles selon lesquels ce phénomène peut être. Cependant, il y a quelques définitions qui furent largement acceptées et utilisées beaucoup dont la plus importante est celle de la banque internationale selon laquelle la corruption est « l'abus de l'autorité publique afin de réaliser des buts personnels ».

Mais cette définition est critiquée étant donné qu'elle se limite à la corruption dans le domaine gouvernemental et général. En revanche, une des sphères internationales donna une définition de la corruption selon laquelle elle est « l'abus de l'autorité accordée afin de réaliser des bénéfices personnels ».

Selon cette 3^e définition, est élargi le cadre de la corruption pour englober le secteur privé. Cette dernière définition est la plus acceptée au niveau international.

Les types de corruption

Il y a plusieurs types de corruption : corruption administrative, corruption financière, corruption politique. Ils diffèrent selon le critère adopté pour les distinguer, de sorte que deux critères furent choisis.

Le premier : la quantité des revenus du crime de la corruption et le grade fonctionnel de celui qui la pratique. Le second : la nature du secteur où se passe la corruption. Selon la quantité de revenus du crime de la corruption et le grade fonctionnel de celui qui la pratique, nous pouvons diviser la corruption en petite corruption.

Il s'agit de la corruption faite par les petits fonctionnaires et les responsables. Normalement, les revenus de ce type sont limités et il se caractérise la plupart des cas par l'irrégularité. L'objectif de ce type pourrait consister à faciliter les processus compliqués mais il peut être en soi une raison pour compliquer les processus étant donné que le fonctionnaire met exprès des obstacles aux citoyens en créant des entraves routinières pour inciter à présenter des pots de vin. La grande corruption : il s'agit de la corruption faite par les grands fonctionnaires

et les responsables. Normalement, le revenu de ce type est grand et il est caractérisé comme étant organisé et il est répandu dans les pays sous-développés qui souffrent du manque de règles et de systèmes pour les gérer.

2- Le phénomène de la corruption en Egypte suivant la perspective interne et externe Sur le plan interne

L'intérêt pour l'étude du phénomène de la corruption en Egypte date de 2008, où se firent des études, des recherches et des sondages et furent publiés plusieurs rapports, dont le premier fut celui du comité de transparence et d'intégrité au ministère de l'Etat pour le développement administratif, outre le rapport sur le troisième colloque des Nations Unies pour les pays concernés dans l'accord de la lutte contre la corruption, Doha, du 9 au 13 novembre 2013, et l'étude des cadres culturels qui dirigent les comportements des 4 Egyptiens et leurs tendances vis-à-vis des valeurs de la transparence et de la lutte contre la corruption.

S'y ajoute les études du centre du contrat social sur « le diagnostic de la réalité égyptienne par l'étude du cadre légal et fondamental de la lutte contre le terrorisme en Egypte », ainsi que les sondages du centre de la prise de décision sur « l'évaluation du degré de propagation de la corruption administrative sur le plan géographique dans toutes les provinces de la république et l'évaluation du degré de sa propagation sur le plan des secteurs gouvernementaux, ainsi que « l'expérience de la construction et l'application de la corruption administrative en Egypte, avec la présentation d'une conception suggérée de la possibilité

d'extension dans la mesure de la réalisation du phénomène de la corruption administrative chez les citoyens de manière plus profonde. »

De même, des études et des recherches différentes furent réalisées au centre du gouvernement sur « le soutien de l'arrivée des citoyens à la justice et le support de l'aide légale dans le monde arabe » et « la transparence et la participation sociative dans la fabrication des finances générales de l'Etat » Des études dans les centres de recherches qui dépendent de l'Université de Hilwan et quelques systèmes de la société civile tel que le centre égyptien du support des sphères populaires sur « les rôles des sphères de la société civile dans le soutien de la transparence et l'interrogation dans les systèmes gouvernementaux » et « la réalisation de la société égyptienne des sens et des formes de la corruption administratives et les manières de consolider la transparence et l'interrogation » par le centre du support du développement et de la réhabilitation sphèrenelle, ainsi que « l'alliance de l'article 13 pour combattre la corruption » de l'association égyptienne du développement de la participation sociative.

Outre : L'étude intitulée « le milieu des petits et moyens projets en Egypte et la relation entre les petits et moyens projets avec les administrations gouvernementales », par le centre Ahram des études politiques et stratégiques.

L'étude intitulée « les petites et moyennes entreprises », publiée en 2009 par le centre des projets internationaux spéciaux (CIPE) 2 En effet, les résultats des sondages pour un bon nombre de ces entreprises indiquèrent que presque la moitié parmi elles trouvent une grande

difficulté dans le traitement avec les appareils gouvernementaux afin de suivre les procédures de la fondation. La plupart mentionnèrent le fait qu'elles durent payer des pots de vin pour terminer ces procédures. L'étude intitulée « La transparence dans les achats et les projets gouvernementaux afin de garantir la compétition équitable des petites et moyennes affaires », par le centre des projets internationaux spéciaux. La plupart des études citées se concentrèrent que l'analyse d'un ou de plusieurs aspects du phénomène de la corruption sans aborder le phénomène de façon globale.

Sur le plan externe

Plusieurs études furent effectuées par les sphères externes qui s'intéressèrent au degré de corruption en Egypte depuis 2009 jusqu'à 2014. La plupart d'entre elles reflétèrent une image imprécise de la réalité de la corruption en Egypte vu la non-participation à leur réalisation de la part des appareils égyptiens de la lutte contre la corruption.

3. La mesure de la corruption en Egypte

La plupart des efforts se concentrèrent sur la mesure de la corruption en Egypte sur l'établissement des mesures sur sa perception, étant donné qu'il est très difficile de mesurer la corruption vu l'absence d'une définition globale pour elle, outre ses différentes formes et l'absence de statistiques précises et d'informations. C'est ce qui rend sa mesure imprécise de façon générale. Malgré ce qui précède, de nombreux efforts furent déployés pour mettre en place une méthodologie pour la mesurer. La plupart des efforts s'orientèrent vers la mesure la corruption financière vu ses conséquences négatives sur le

développement économique global en Egypte, étant donné qu'il affecte négativement l'attrait des investissements étrangers vers l'Egypte et la confiance des citoyens dans les appareils de l'Etat. C'est ce qui limite leur productivité. La corruption est mesurée à travers l'évaluation de la quantité des revenus illégaux par deux moyens :

Le premier moyen

Rapports publiés par le centre des projets internationaux spéciaux CIPE en collaboration avec le centre Ahram pour les études politiques et stratégiques. Sont utilisées les données économiques totale et elles dépendent de l'évaluation de la quantité de revenus provenant du phénomène de l'économie informelle ou secrète 3 comme taux du revenu local GDP officiel, même si l'économie informelle ou cachée existe dans plusieurs pays sous-développés et développés, elle incite à la corruption. Le propriétaire de l'activité économique trouve que les processus d'inscription lui coûteront des papiers d'inscription et de l'argent supplémentaire (l'élévation du coût des transactions), vu les pots de vin que cela exigerait, à part les coûts légaux. C'est ce qui fait qu'il n'inscrit pas ses activités économiques pour éviter ce coût, préférant rester à l'ombre.

La deuxième méthode

La deuxième méthode pour mesurer la corruption utilise les données rassemblées sur les crimes enregistrés comme ceux de refuser de payer les impôts et la douane par des institutions des impôts et des sphères de l'application de la loi.

Le total du refus de payer les impôts atteint presque 61 milliard de livres égyptiennes en 2013 (l'administration de l'examen et de

l'encaissement) du total des revenus fiscaux estimées à 366 milliards de livres égyptiennes, avec un taux de 16.7

4 . Alors que le taux du refus de payer les impôts de la douane atteint 1.2 milliard de livres égyptiennes (dans les causes publiées uniquement) en 2013 de l'ensemble des revenus des taxes douanières estimées à 21.546 milliards de livres égyptiennes, avec un taux de 0.248 % malgré la faille dans la balance commerciale atteignant presque 220 milliards de livres égyptiennes la même année.

4. Les causes de la corruption en Egypte

La société égyptienne connut durant les trois dernières décennies de nombreux changements politiques, sociaux et économiques. Parmi les changements les plus importants, compte l'époque de la transformation vers le modèle économique capitaliste, comme les expériences des autres pays, et ce qui en découla comme augmentation de biens, injustice dans leur répartition et la non arrivée des fruits du développement aux couches dont le revenu est limité.

C'est ce qui fit naître chez eux le sentiment de l'injustice et de la nonchalance, permettant ainsi à la corruption de se propager. Ses causes, dans la société égyptienne, sont les suivantes :

A. Des causes économiques

La baisse des niveaux des revenus et le déséquilibre entre eux

Quelques critères internationaux utilisés pour mesurer le degré de pauvreté et la justice dans la répartition du revenu montrent la baisse du niveau du revenu. Parmi ces critères les plus importants et les plus précis, figure le facteur GINI Coefficient. En effet, en Egypte, le facteur GINI 6 atteint 32.1 % en 2011. C'est ce qui indique l'inégalité en

comparaison avec le taux de 36 % en 2009. Ensuite, il connut plus de retrait en 2012 pour atteindre 28% à cause du retrait du taux de développement pour atteindre 2.2 % et l'augmentation du taux de chômage. L'absence de la justice sociale et la répartition injuste des revenus et des richesses de la scène économique et sociale mena à la baisse du niveau des revenus et leur disparité. La richesse se concentra entre les mains d'une catégorie qui excelle plus que d'autre à utiliser les activités qui ne sont pas transparentes en Egypte, ainsi qu'à l'incapacité d'une grande tranche de citoyens de satisfaire leurs besoins essentiels de produits et de services. C'est ce qui mena au fait que certains eurent recours aux pratiques corrompues comme moyen pour satisfaire ces besoins.

Parmi les causes les plus importantes dans la baisse des niveaux de revenus en espèce et ses forces de l'achat et leur disparité, les éléments suivants :

- L'insuffisance des salaires dans plusieurs secteurs dans l'appareil administratif de l'Etat, notamment les unités concernées par les services.
- La pratique de l'accaparement faite par quelques individus et compagnies qui mena à l'augmentation des prix de nombreuses marchandises et services, notamment les marchandises stratégiques, sans justification économique.
- La croissance constante des taux d'inflation, avec l'effet que cela a sur l'augmentation des prix des services et des marchandises et la baisse de la valeur de l'achat qu'a la monnaie. C'est ce qui avale toute

augmentation que subissent les revenus, affectant ainsi négativement leur valeur effective.

- L'encouragement de la culture de la consommation chez les individus qui fit que les taux de consommation ne sont pas en accord avec les revenus et ils sont insuffisants pour satisfaire les besoins des individus sans une conscience convenable.

L'exagération dans les dépenses économiques

Malgré les insistances de l'Etat et les efforts continus du gouvernement pour régler les dépenses administratives de l'Etat, notamment en ce qui concerne les achats gouvernementaux, il y a toujours une exagération dans la dépense de l'appareil administratif. C'est ce qui mène à ce que les ressources de l'Etat soient dirigées sur une fausse route, avec les effets négatifs que cela comporte :

-La coupure d'une partie importante des ressources de l'Etat et qui devait être dirigé vers d'autres domaines de dépenses qui seraient d'une utilité générale pour le citoyen, au profit de la réalisation de bénéfices personnels des responsables de l'appareil administratif. Par exemple, les dépenses de manière exagérée sur les voitures, les aménagements et les meubles des bureaux.

-La baisse de la dépense gouvernementale sur les projets de développement ; c'est ce qui affecte le niveau du revenu de l'individu et l'insatisfaction de ses besoins, et avec l'augmentation des chances de tomber dans la corruption. L'expansion de la création des boites particulières Les boites particulières consiste dans un ensemble de frais financiers qui sont imposés aux citoyens et qui sont placés dans des

boites qui appartiennent à des sphères. Elles sont hors des finances générales de l'Etat, et par suite leurs détails ne sont pas présentés au conseil du peuple bien qu'elles doivent être soumises à la révision de l'appareil central des comptabilités. Selon les lois en rapport avec la création de ces boites, le pouvoir de les créer 9 ne se limite pas uniquement au président de la république mais il englobe aussi les gouverneurs et les chefs des centres et des villages. C'est ce qui mena à l'expansion exagérée de leur création et la difficulté de les créer. Tout ce qui précède mène à trouver un terrain fertile aux crimes de la corruption en rapport avec ces boites.

B. Des causes administratives

Il y a plusieurs points faibles dans les systèmes de l'administration générale en Egypte qui assumaient un rôle important dans la propagation de la corruption et l'inefficacité des procédures prises pour la combattre. Ci-dessous les raisons les plus importantes et leur influence sur l'économie :

La présence de failles dans les structures systématiques de l'appareil gouvernemental et administratif de l'Etat :

Les structures systématiques de l'appareil gouvernemental et administratif de l'Etat souffrent de quelques problèmes dont les plus importants sont :

- L'absence de révision et de renouvellement de façon régulière ; ce qui fit qu'ils ne répondent pas aux ambitions des citoyens quant aux services gouvernementaux.
- L'existence d'une grande interférence entre les spécialisations entre les sphères administratives qui fait qu'il y a beaucoup de conflits dans

les spécialisations, de sorte que cela entrave le travail gouvernemental et les intérêts des citoyens et affaiblit l'interrogation.

- La non précision des spécialisations dans une même sphère de façon exacte, de sorte que la responsabilité y soit générale ; c'est ce qui entrave le pouvoir des responsables de s'évader de la responsabilité et d'en culpabiliser les petits fonctionnaires.

La bureaucratie gouvernementale et la complication des procédures

Les services gouvernementaux connaissent plusieurs problèmes bureaucratiques et la complication des procédures qui contribuent dans une grande mesure à créer une atmosphère propice aux crimes de la corruption, par l'augmentation de la charge sur les fonctionnaires dans les bureaux de la présentation des services, à part l'entassement des citoyens qui cherchent ce service. Parmi ces problèmes, figure ce qui suit :

- La longueur de la période où ce service devra être accompli sans aucune date indiquée pour sa fin.

10 - L'absence d'autorité suffisante pour les fonctionnaires afin de montrer une flexibilité vis-à-vis de quelques processus compliqués.

- Le mauvais traitement des fonctionnaires vis-à-vis des individus et la tendance à compliquer les procédures sans censure.

- L'absence de moyens suffisants pour faire connaître à l'avance aux citoyens les procédures pour obtenir les services.

- L'absence de réseaux de communication efficaces et effectifs entre le public et les grands responsables dans les unités de service afin de

résoudre n'importe quel problème qui surgirait durant le traitement, à part le formalisme des procédures à suivre en cas de plainte en rapport avec le mauvais service.

- L'inconvenance des lieux de la présentation des services avec les exigences du public de citoyens, que ce soit dans l'emplacement ou les lieux de garer.

- Le non recours à quelques lieux de présentation de service par les moyens électroniques et la dépendance du facteur humain à bien des égards.

L'absence de la surveillance interne dans les appareils gouvernementaux

La faiblesse de la surveillance administrative sur les appareils gouvernementaux et sa non efficacité mènent à l'augmentation des pratiques corrompues et à leur propagation. Les manifestations les plus importantes de cette faiblesse sont les suivantes :

- La non prise en considération des contradictions entre les intérêts chez le responsable à qui sont présentés les rapports de la surveillance interne de quelques unités dans l'appareil administratif de l'Etat.

- La faiblesse de la surveillance centrale sur les unités secondaires des appareils de l'Etat, y compris l'assurance de l'efficacité de la surveillance interne dans ces unités.

- L'absence d'un mécanisme régulier pour vérifier l'engagement des fonctionnaires vis-à-vis des règles du comportement fonctionnel.

- La non application de punitions effectives et décisives dans le cas d'irrégularité ; c'est ce qui confirme la culture de la négligence et de la corruption dans le secteur administratif.

- La faiblesse des ressources financières consacrées aux opérations d'entraînement et l'absence de règles visant à assurer son orientation dans les bonnes voies et c'est ce qui mène à jouer avec.

11 - L'absence de règles dans les systèmes de la surveillance interne en rapport avec le principe d'informer les citoyens à propos des pratiques corrompues.

Les systèmes d'embauchement, d'évaluation et de promotion dans le poste général

La faille dans les systèmes d'embauchement, d'évaluation et de promotion mène, à part la dépendance dans la plupart des cas, de l'embauchement des fils des fonctionnaires et d'utiliser le moyen de la médiation, à ce que les sphères gouvernementales soient entassées de fonctionnaires de qui on n'a pas vraiment besoin, et la faiblesse de la structure gouvernementale ainsi que la création de grade fonctionnaires et de niveaux administratifs multiples sans justification objectives, de sorte que cela augmente les complications des procédures administratives. Les systèmes des salaires Les failles dans les systèmes des salaires dans les unités de l'appareil administratif de l'Etat créent une ambiance propice pour la propagation des facettes de la corruption, parmi lesquelles les pots de vin, le gain illégal et la domination de l'argent public.

Nous citons ci-dessous les failles les plus importantes :

- L'injustice dans la répartition des salaires entre les fonctionnaires dans les unités de l'appareil administratif de l'Etat.

- Le non rapport entre les revenus variables et la performance effective bien que la plus grande partie des salaires soit des salaires variables, mais la plupart des sphères donne à tous ses fonctionnaires des revenus variables égaux, sans prendre en considération la performance, prenant ainsi en compte les conditions économiques.

Les faiblesses des compétences de l'administration La non disponibilité des compétences administratives convenables chez ceux qui sont en charge de l'administration de quelques appareils gouvernementaux mène à la diffusion des phénomènes de la négligence et de la nonchalance et à donner l'opportunité pour le gain illégal et la domination de l'argent public.

C. Des causes légales

La faiblesse de la protection des témoins, des experts, des victimes et des personnes âgées

L'absence d'une législation totale qui organiserait les questions de protection des témoins, des experts, des victimes et des personnes âgées

La longueur des procédures légales de la justice

L'interrogation et le jugement dans les crimes de corruption s'étend sur une grande période ; c'est ce qui affaiblit la force légale de combat vis-à-vis des corrompus et augmente les chances de la fuite des accusés hors

du pays avant d'être jugés ou la perte des évidences ou leur destruction, ou l'influence sur les témoins ou le non profit d'eux pour de différentes raisons comme le voyage, la mort.

C'est ce qui contribue à la consécration du sentiment général du non sérieux des procédures légales pour combattre la corruption en Egypte, avec ce que tout cela comporte comme retard dans la récupération des droits et de l'argent volé dont il est question.

La faiblesse dans l'exécution des punitions émises dans les crimes de corruption et la débilite des punitions énoncées pour certains de ces crimes

La faiblesse dans l'exécution des punitions émises dans les crimes de punition à la non réalisation de la suppression demandée dans ces actes. En outre, quelques punitions émises pour quelques crimes de corruption sur l'argent public sont débiles. Exemple : les crimes de l'emparement des marchandises soutenues qui mènent à l'augmentation du taux de sa répétitivité vu la non importance de la punition.

La diversité des lois et des règlements des fonctions des sphères gouvernementales et leur interférence :

Le travail dans les sphères gouvernementales est géré par de nombreuses lois et règlement et décision. Cela mène à quelques fossés dans l'application, suite à l'interférence entre elles et ce qui suit :

- La confusion des fonctionnaires vis-à-vis de la position actuelle des procédures qui doivent être appliquées dans le travail gouvernemental et la préférence de la loi qui lui réaliserait son désir, que ce soit de bonne ou de mauvaise intention ; c'est ce qui confirme les pratiques de la corruption.

- L'augmentation des pratiques bureaucratiques étant donné que les fonctionnaires appliquent plus d'un règlement ayant des procédures ; c'est ce qui ouvre la voie à des pratiques de la corruption.

- La difficulté qu'éprouve le citoyen normal dans la compréhension des lois et des règlements qui en émane ; c'est ce qui le rend sous le risque d'être dirigé par le 13 fonctionnaire spécialiste, ouvrant ainsi la voie aux pratiques de la corruption tel que le fait de payer des pots de vin et autres.

- La publication de nombreuses lois particulières à certaines entreprises du secteur général des affaires dont l'argent est considéré comme public, lois parmi lesquelles figure le fait que le conseil de l'administration légale doit inspecter les irrégularités financières en désaccord avec la législation générale citée dans les lois en vigueur. La publication de pareilles lois entrava des décisions ministérielles, étant un niveau inférieur de la loi, ainsi que l'expansion de la fondation de conseil de redressement en elles qui, par leur nature, sont soumis à la présidence de l'sphère. C'est ce qui mène au camouflage des irrégularités financières, outre l'absence de la protection des citoyens de la rigidité de l'administration.

D. L'absence de la transparence suffisante

La lutte contre la corruption et la limitation de ses effets négatifs exige la présence des données et des informations précises et récentes, à part l'importance de les rendre disponibles et de permettre leur circulation libre entre les individus, sauf si elles sont secrètes ou interdites à la diffusion ou en contradiction avec les exigences de la sécurité nationale. Bien que l'Égypte ait signé les deux accords des droits économiques,

sociaux et des droits politiques et civiles en 1966 ainsi que l'accord des nations unies pour lutter contre la corruption en 2005, et l'article 68 de la Constitution de 2014, il y a quelques difficultés en ce qui concerne la disponibilité des informations concernant l'affaire générale des citoyens, de sorte que cela s'effectue selon trois critères, à savoir la simplicité des procédures de rendre disponibles les informations, la baisse du coût matériel pour les lire s'il y en a et les rendre disponibles dans un temps logiques.

E. Des causes qui concernent les arrangements institutionnels de la lutte contre la corruption

Malgré la multiplicité des sphères de surveillance concernées par la lutte contre la corruption en Egypte, il y a des entraves qui les empêchent d'accomplir leur mission de manière efficace et de faire une coordination entre elles. Les entraves les plus importantes sont :

Les défis auxquels font face quelques sphères de la surveillance externe :

- La présence de quelques contraintes processives concernant l'interrogation avec ceux qui occupent les postes supérieurs dans l'appareil administratif de l'Etat.
- L'exploitation de l'sphère administrative de ses autorités estimées de manière à être en désaccord avec l'sphère de surveillance et à anéantir les efforts des appareils de la lutte contre la corruption.
- Le manque protection nécessaire des appareils de surveillance qui leur permettrait d'accomplir leur mission.
- La diminution des ressources matérielles et humaines chez quelques sphères de surveillance.

- Le refus que manifeste certaines sphères chargées de l'interrogation les raisons de l'arrêt des plaintes qui leur envoient les sphères de surveillance.

- La dépendance de quelques appareils de surveillance concernés par la lutte contre la corruption en Egypte du pouvoir exécutif ; c'est ce qui affecte son indépendance.

La limitation de la coordination entre les sphères de surveillance

La limitation des mécanismes de coordination entre les sphères de surveillance et le non recours aux applications et aux systèmes de technologies modernes qui faciliteraient les conseils et l'échange des informations à propos des investigations et des processus d'interrogation.

L'absence de la conscience suffisante chez les citoyens des sphères concernées par la lutte contre la corruption en Egypte :

- Malgré la multiplicité des sphères de surveillance en Egypte, la plupart des citoyens ne les connaissent pas. Avec l'inconscience de certains citoyens, la plupart des gens, quand leur droit est usurpé ou quand ils cherchent à nuire à d'autres personnes, ont recours à la préparation de centaines de plaintes qu'ils envoient à toutes les sphères concernées ou non, à commencer par la présidence de la république jusqu'au chef de l'arrondissement où ils habitent. C'est ce qui mena à l'accumulation des plaintes devant les sphères de surveillance et la perte du mécanisme de la plainte ainsi que le rôle important qu'ils doivent assumer dans la lutte contre la corruption. - La non connaissance que font les appareils de surveillance d'eux-mêmes ni de leur rôle auprès du citoyen.

F. Des causes sociales :

La propagation des valeurs de la transparence, de l'intégrité et de l'honnêteté dans les sociétés est considérée comme un des moyens les plus efficaces contre les crimes de corruption en elles. Cependant, la société égyptienne, durant ces dernières années, souffre de plusieurs manifestations sociales qui affectèrent négativement ces valeurs.

Ces éléments sont :

1. Le retrait des valeurs et des habitudes de comportement Cela se manifeste clairement par la diffusion de certaines caractéristiques négatives du comportement qui résultèrent des conditions économiques et politiques successives.

La faiblesse de la confiance dans les gouvernements successifs

Quelques pratiques négatives d'anciens régimes, telles que la faiblesse de la transparence, le refus de prendre des procédures fermes vis-à-vis des pratiques d'accaparement et la propagation de la corruption dans quelques sphères gouvernementales, l'absence de l'interrogation et le non-respect de la loi menèrent à la perte de la confiance dans les gouvernements successifs et l'acceptation de certains de la corruption comme manière pour obtenir leurs droits.

Le recours au piston et le refus d'assumer la responsabilité sociative

La présence d'une conviction chez certains citoyens selon laquelle ils ne peuvent accomplir leurs intérêts sans le recours au piston, outre le refus des individus, notamment ceux qui sont capables de donner, de la participation sociative à l'empêchement et à la lutte contre la corruption, vu qu'ils la considèrent inutile.

L'acceptation sociale de la petite corruption

Les raisons déjà citées menèrent à l'apparition d'une nouvelle culture, à savoir celle de la tolérance avec la corruption et sa considération comme moyen accepté socialement pour récupérer les droits.

G. Autres causes :

- La faiblesse des différents moyens de communication dans la conscientisation des citoyens des éléments du problème de la corruption, tels que ses manifestations, ses causes, ses conséquences et son traitement. S'y ajoute le refus de fournir l'effort nécessaire pour diffuser les valeurs et les principes éthiques ainsi que la consécration des principes de transparence, d'intégrité et d'interrogation afin de limiter le phénomène.

- L'absence de la participation des institutions de la société civile à la connaissance et à la conscientisation du problème de la corruption et la faiblesse de leur pratique de l'interrogation dans le domaine de la corruption.

- Le refus des citoyens de reporter les faits de corruption, de peur que leurs intérêts soient entravés ou d'être exposés à des réactions de vengeance.

Deuxième partie :

Le cadre général de la stratégie de la lutte contre la corruption Dans cette partie, nous présentons les principes sur lesquels se basèrent la stratégie et le moyen utilisé afin de la mettre en vigueur ainsi que la durée de la stratégie et des sphères participantes pour arriver à délimiter les points forts et les points faibles du système égyptien du travail et de la lutte contre la corruption, afin que nous puissions

déterminer des objectifs spécifiques principaux et secondaires et des mécanismes d'exécution effectifs.

1. Les principes sur lesquels se fonda la stratégie

La réalisation des objectifs se base sur la prise en considération des principes suivants :

- Le principe de la dominance de la loi et de la séparation entre les autorités de l'Etat.

- L'engagement et la volonté politique. Cela englobe les trois autorités de l'Etat : constitutionnelle, exécutive et légale, qui sont conscientes de l'importance de l'existence d'une société dépourvue de corruption et qui conjuguent leurs travaux afin de garantir l'exécution de la stratégie actuelle.

- L'engagement total de la coopération et de la coordination entre tous les partis concernés, le gouvernement et le secteur privé ainsi que la société civile ; c'est ce qui garantit l'unité et l'harmonie de l'exécution des politiques de la lutte contre la corruption.

- Le principe de direction que le gouvernement doit appliquer en suivant les principes de transparence, d'intégrité, d'honnêteté, de l'efficacité et de l'interrogation et la mise en vigueur de processus clairs et effectifs afin de réaliser des objectifs stables capables de répondre avec flexibilité aux besoins sociaux.

- Le respect des droits de l'homme et l'égalité entre tous les citoyens devant la loi.

- Le principe de l'interrogation selon lequel toutes les autorités de l'Etat sont chargées d'accomplir leurs devoirs dans la mise en vigueur de la stratégie et du plan de travail et la garantie de son efficacité.

- La prévention et l'intervention précaire qui permettrait au processus de limitation de la corruption et son anéantissement de s'accomplir au bon moment.

- Le principe de l'efficacité dans la lutte contre la corruption qui se concentre sur le relevé et l'évaluation continuel des efforts de la lutte contre la corruption afin de délimiter les points faibles au bon moment et de prendre les mesures convenables pour les empêcher ;

- La priorité est à l'intérêt général de sorte que les représentants des institutions et autorités générales doivent prendre en considération de sorte qu'elles passent avant tout autre intérêt en accomplissant leur devoir. Ils doivent s'abstenir de faire n'importe quel comportement qui nuise à l'intérêt général et à l'argent public.

- Les principes de transparence et de coopération entre les secteurs privé et public qui prendraient en considération l'importance de la coopération entre la société civile et les conseils de travaux dans des activités palpables et réelles visant à empêcher la corruption.

2. La durée de la stratégie

La stratégie durera quatre ans, à compter de décembre 2014 jusqu'à la fin de décembre 2018

3. Les sphères participantes à l'exécution

Sans nul doute, la réalisation des objectifs et des politiques suggérées pour lutter contre la corruption et limiter ses effets exige beaucoup

d'effort déployé de la part de tous les partis du système de la lutte contre. Cela nécessite également l'exécution de ces efforts dans un cadre de complémentarité, de sorte qu'ils soient plus capables de faire face aux différents défis qui entraveraient leur réalisation. De ce qui précède, se dévoile l'importance du comité national de coordination pour la lutte contre la corruption afin d'assumer des rôles effectifs dont le plus importants est la cristallisation de la stratégie comme objectif national devant la société et la délimitation des rôles de tous les éléments du système de la lutte ainsi que la préparation d'un mécanisme harmonieux pour exécuter ces rôles où serait prise en considération la clarté des missions et des responsabilités des participations à l'exécution.

Fut prise en considération lors de la préparation de la stratégie la participation de toutes les sphères concernées comme suit :

1. Le comité national de coordination pour la lutte contre la corruption et le comité secondaire qui en émane.
2. Le conseil de députés et les conseils publics locaux dans les différents gouvernorats.
3. Le gouvernement (les ministres, les sphères, les appareils dépendants) et les unités du secteur général des affaires.
4. Les appareils de l'empêchement et de la lutte contre la corruption et des sphères de l'application de la loi.
5. Les autorités de surveillance des institutions financières et les unités de l'appareil bancaire ainsi que les institutions financières non

banquières (la banque centrale égyptienne, l'sphère de surveillance financière).

6. Les conseils nationaux, les universités et les instituts spécialisés de recherche.

7. Les moyens de communication et les institutions journalistiques. 8. Les sphères de la société civile.

9. Les institutions religieuses musulmanes et chrétiennes.

4. L'analyse stratégique à quatre dimensions SWOT (les points de force et les points de faiblesse dans le système du travail et la lutte contre la corruption en Egypte et les opportunités disponibles ainsi que les menaces possibles dans le milieu :

Partant du souci de lutter contre la corruption en Egypte et répondant aux engagements internationaux dans cette question, fut préparée cette stratégie en utilisant la méthode d'analyse à quatre dimensions SWOT qui aide dans une grande mesure à atteindre les objectifs visés.

En effet, l'analyse à quatre dimensions SWOT se compose de deux aspects : le premier concerne l'analyse de l'état interne (les points de force et de faiblesse) concernée par l'analyse de l'état actuel effectif selon les points de force et de faiblesse. Le second concerne l'analyse du milieu externe (les opportunités et les menaces) qui prend en considération l'état actuel effectif selon les menaces régionales et internationales et les opportunités disponibles d'une part, ainsi que l'analyse du changement possible dans chacune d'elles d'autre part.

La force – la faiblesse

Les opportunités – les menaces

Ci-dessous la délimitation des éléments d'analyse précédents :

A. Les points forts les plus importants :

- La présence d'une volonté politique déterminée à anéantir la corruption.
- La conscience du peuple égyptien des dangers de la corruption sur sa vie privée.
- La richesse du milieu législatif égyptien de nombreuses lois qui supportent les efforts de la lutte contre la corruption, outre son soutien en mettant en œuvre un nouvel ensemble de législations dans les domaines (le lavage de l'argent, la protection du consommateur, l'empêchement de l'accaparement, la protection de la propriété intellectuelle, la prévention de la contradiction des intérêts des responsables de l'Etat, etc.)
- La disponibilité de la structure institutionnelle nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie de la lutte contre la corruption représentée dans (le conseil de députés, l'sphère de la surveillance administrative, l'appareil central de l'interrogation, l'sphère de la surveillance financière, l'administration générale de la police de l'argent public au ministère de l'Intérieur, l'unité de la lutte contre le lavage de l'argent, l'administration du gain illégal au ministère de la justice, le parquet général et l'sphère du parquet administratif).
- La confiance de la grande majorité des citoyens égyptiens dans l'intégrité de la justice et l'impartialité dans les jugements qu'elle émet.

- La disponibilité des moyens de communication sous toutes ses formes, notamment les moyens technologiques modernes ; c'est ce qui aide à la propagation rapide des campagnes de conscientisation.

- La mise en place que fait l'Etat de la réforme administrative, de sorte qu'il place la réforme de la structures législative et institutionnelles et la lutte contre la corruption comme première priorité et l'orientation vers la poursuite d'un système de simplification des procédures gouvernementales dans les services offerts aux citoyens ainsi que la séparation entre celui qui présente le service et celui qui le demande et la présentation électronique des services.

B. Les points faibles les plus importants :

1. L'absence de coordination effective entre les appareils concernés par la lutte contre la corruption ainsi la contradiction entre les étapes et la prise de décision par un seul parti dans la mise en œuvre de certaines étapes par les appareils concernés.

2. La non couverture de toutes les formes des crimes de corruption cités dans l'accord des Nations Unies pour la lutte contre la corruption dans les lois égyptiennes.

3. La dépendance de quelques appareils de la lutte contre la corruption vis-à-vis de l'autorité exécutive ; c'est ce qui limite l'indépendance requise.

4. La concordance entre l'autorité avec quelques capitalistes.

5. L'exagération dans la diffusion des cas de corruption sans faire aucune allusion à n'importe quel point positif ni diffuser des données sans preuve suffisante.

6. La lenteur des procédures de jugement parfois et, par suite, le retard de la punition requise.

7. L'augmentation de l'appareil administratif de l'Etat et, par suite, la baisse des niveaux des revenus en général de sorte que cela ne convienne pas avec la hausse des prix et son influence sur la réponse à leurs besoins essentiels.

8. La présence d'une grande disjonction dans les salaires entre ceux qui occupent les mêmes postes fonctionnels dans l'appareil administratif de l'Etat et le secteur général des affaires.

9. La non effectivité des éléments de la surveillance interne et la faiblesse des potentiels financiers et stagiaires de quelques sphères de surveillance dans les unités de l'appareil administratif de l'Etat et le secteur général des affaires.

10. La complexité des procédures dans la plupart des sphères gouvernementales.

11. La présence d'obstacles administratifs et systématiques qui entravent la récupération de l'argent lié aux crimes de la corruption.

C. Les opportunités dans le milieu :

1. La présence d'un milieu qui supporte la corruption.

2. La signature de l'Egypte de l'accord des Nations Unies pour la lutte contre la corruption et l'accord arabe pour la lutte contre la corruption.

3. La diffusion croissante des nouvelles techniques. C'est ce qui contribue à la rapidité de l'échange des informations dans le domaine de la lutte contre la corruption sur le plan régional et international.

4. L'augmentation de la compétitivité internationale pour la polarisation des entreprises et des investisseurs encourage le soutien des éléments de la lutte contre la corruption.

5. Le profit des meilleures pratiques internationales réussies dans le domaine de l'empêchement et de la lutte contre la corruption.

D. Les menaces dans le milieu

1. La longueur et la complexité des procédures d'arrêter les criminels dans les crimes de corruption.

2. La tardivité du classement de l'Egypte dans les indicateurs internationaux relatifs à la lutte contre la corruption ; c'est ce qui affaiblit les opportunités de l'investissement extérieur.

3. La présence d'obstacles administratifs et systématiques dans la coopération internationale pour la lutte contre les crimes de corruption et la récupération de l'argent qui y est concerné.

4. L'utilisation des revenus financiers provenant de quelques pratiques corrompues dans le lavage de l'argent et le financement du terrorisme.

Troisième partie : Le parcours stratégique

1. La vision

Une société qui lutte contre la corruption et qui évoque la culture de la justice, de la transparence, de l'intégrité et de la fidélité avec un soutien de la part des appareils administratifs effectifs.

2. La mission

La lutte contre la corruption et la limitation de ses effets négatifs sur tous les aspects administratifs, économiques, politiques et sociaux, la diffusion de la conscience de ces effets, l'augmentation des capacités des

appareils de la lutte contre la corruption et la collaboration avec toutes les sphères concernées : locales, régionales et internationales, 22 dans la lutte contre les crimes de corruption, en prenant en considération les critères internationaux et les meilleurs pratiques.

3. Les objectifs internationaux de la stratégie nationale pour la lutte contre la corruption

La stratégie nationale pour la lutte contre la corruption se basa sur quelques objectifs essentiels et objectifs secondaires qui en émanent, en une sorte d'introduction à la mise en place d'un plan de travail qui comporterait les procédures exécutives que doivent suivre les sphères concernées. **Ci-dessous ces objectifs :**

1. L'élévation du niveau de la performance de l'appareil gouvernemental et administratif de l'Etat et l'amélioration des services destinés au peuple.
2. La consécration des principes de transparence et d'intégrité chez les fonctionnaires de l'appareil administratif de l'Etat.
3. La promulgation et la mise à jour des législations supportant la lutte contre la corruption.
4. Le développement des procédures judiciaires afin de réaliser la justice efficace.
5. Le support des sphères concernées par la lutte contre la corruption.
6. L'élévation du niveau de vie des citoyens et la réalisation de la justice sociale.

7. L'élévation de la conscience du peuple des dangers de la corruption et l'importance de sa lutte et la construction de la confiance des citoyens dans les institutions de l'Etat.

8. Le renforcement de la coopération locale dans le domaine de la lutte contre la corruption.

9. Le renforcement de la coopération régionale et internationale dans le domaine de la lutte contre la corruption.

10. La participation des sphères de la société civile dans la lutte contre la corruption⁽¹⁶⁾.

(16) <https://www.sis.gov.eg/Story/120722/la-strat%C3%A9gie-nationale-de-la-lutte-contre-la-corruption?lang=fr>

Conclusion

Suite aux évènements de 2011 et de 2014, les situations politique, économique et sécuritaire de l’Egypte s’étaient considérablement dégradées. Lors de son élection, en 2014, le président Abdel Fattah al-Sissi a fait de la restructuration de l’économie nationale et la restauration de la sécurité dans le pays ses deux priorités. L’Egypte a bénéficié de programmes d’aide sectorielle provenant de divers pays européens et a, également, reçu un important appui financier des monarchies du Golfe, notamment des Emirats arabes unis et de l’Arabie Saoudite.

En 2016, l’Egypte a signé un accord de prêt avec le FMI pour mener des réformes structurelles visant l’amélioration de sa situation macroéconomique. Bien que sur le plan macroéconomique, ces réformes aient porté leurs fruits, ceci n’a pas été le cas sur le plan social, dans la mesure où elles ont eu un impact négatif sur les personnes les plus vulnérables, avec une augmentation du taux de pauvreté. Les classes, moyenne et vulnérable, ont été lourdement impactées par l’inflation, les mesures d’austérité et la hausse du coût de la vie.

Le chômage des jeunes, dans un pays où le taux de fécondité est de 3,3 enfants par femme, demeure très élevé et pourrait avoir de lourdes conséquences à long terme. Toutefois, ces réformes ont permis au pays d’attirer de nouveau les touristes mais, aussi, les investisseurs étrangers. La découverte de nouveaux gisements de gaz est une excellente nouvelle pour l’Egypte, qui ambitionne de devenir un hub énergétique régional et qui en a les capacités.

Bibliographie :

Anne Goujon, Huda Alkitkat« *Population et capital humain en Egypte à l'horizon 2050* », Confluences Méditerranée 2010/4 (N°75), p. 33-47.

Les sites d'internet :

<https://www.capmas.gov.eg>

<https://donnees.banquemondiale.org/>

<https://sis.gov.eg/>